

**Mouvement des Citoyens Malagasy de Paris**

*Pour une prise de conscience citoyenne  
des Malagasy*

---

**Bois de rose-les noms des millionnaires.**

## DOSSIER BOIS DE ROSE

**09:40 (17 Octobre 2014).** Bois de rose : Les millionnaires grâce au vol des bois de rose circulent librement dans les couloirs des institutions. **INDECENT.**

**26 Mai 2015.** Un militant écologiste, **Armand Marozafy**, vient d'être condamné à 6 Mois de prison ferme et à 12 millions d'ariary de dommages et intérêts. [Madagascar Tribune](#). [MCM de Paris](#)

--

**4 Reportages. Le bois, la coupe, des noms de régions, des trafiquants, etc... :**



Nos Observateurs à Madagascar ont découvert récemment, près du parc national de Mananara-nord, deux entrepôts de milliers de rondins de bois de rose, dont l'exploitation est interdite, mais persiste manifestement sur la grande île, notamment au nord dans la région de la Sava.



Le quotidien des trafiquants de bois de rose à Madagascar



Produit par une équipe de journalistes, Alalino, le magazine de la rédaction vous fait découvrir les faces cachées des actualités ou des problèmes souvent évoqués.



Roger Thunam, baron du bois de rose malgache



Les stocks de bois de rose découverts et photographiés par un de nos Observateurs. Les peintures indiquent la provenance géographique des arbres.

En février dernier, le président nouvellement élu de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, [avait déclaré](#) qu'il allait « diriger personnellement ce combat contre les trafics de bois de rose ». Si nos Observateurs approuvent cette volonté de fermeté, ils estiment que le trafic n'a pas diminué ces derniers mois.

[France 24](#)

1004369789.png

### **Grand reportage sur place. Audio de RFI (Septembre 2014).**

#### **RFI: BOIS DE ROSE. du 6 Octobre 2014.**

Le Grand reportage aujourd'hui nous emmène dans l'Océan indien, à Madagascar. La Grande île est un « hot spot » mondial de la biodiversité. 80% des espèces y sont endémiques, c'est-à-dire qu'elles n'existent nulle part ailleurs. Mais, cette richesse naturelle est menacée, notamment par les trafics. Nous nous intéressons aujourd'hui au trafic de bois de rose.

Ce bois précieux, lourd et dur est très prisé en Chine pour la fabrication de meubles traditionnels de luxe qui se vendent des centaines de milliers d'euros. Seulement à Madagascar, la coupe, le transport, et l'exportation de ce bois sont interdits par la loi depuis 2010. Il existe même un embargo international sur le bois de rose malgache depuis que la ruée incontrôlée a causé d'importants dégâts dans les forêts. Mais, malgré ces interdictions, le trafic continue.

Dans le nord-est de Madagascar, c'est toute une économie mafieuse qui s'est imposée. Reportage dans la région d'**Antalaha** de Marie Audran.

**Pour écouter le reportage, cliquer sur « Télécharger cette édition »**

<http://www.rfi.fr/emission/20141006-madagascar-traffic-bois-rose-antalaha/>

1004369789.png

### **Bois de rose et mafia. Documentaire choc d'Alexander Von Bismark**

« Au cœur du parc national de Masoala, où pourtant l'abattage d'essences précieuses (Bois d'ébène, bois de rose) est strictement interdit. Si Alexander Von Bismarck avait été démasqué, cela lui aurait coûté la vie, car on n'hésite pas à tuer pour du bois précieux ». [Madagate](#).

la video a été enlevée !!!

[Militant écologiste luttant pour la protection des forêts de Madagascar, Augustin SAROVY est aujourd'hui menacé de mort par les trafiquants de bois. Les pressions se sont accentuées suite à sa participation au documentaire d'Alexander Von Bismarck sur le trafic de bois de rose à Madagascar dans lequel Augustin participait à la mise en évidence des filières clandestines dans la réserve protégée de Masoala. Aujourd'hui réfugié en Europe pour échapper aux menaces, Augustin Savory demande le statut de réfugié écologique et souhaite continuer à se battre pour défendre les forêts de Madagascar. <http://www.goodplanet.info/actualite/...>](#)



Après la diffusion du documentaire et la publication d'un rapport rédigé pour les autorités malgaches et américaines (ce rapport de 60 pages, rédigé, en français et en anglais par Herizo Randriamalala et Zhou Liu de **Madagascar Conservation & Development**, est intitulé : **« Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature »**), une descente a eu lieu dans le Nord de Madagascar. Des prises d'essences précieuses et des arrestations ont été effectuées. Par ailleurs, chez le fabricant de guitares Gibson, au nom du **« Lacey Act »** (loi américaine visant à mettre un terme à l'exploitation illégale du bois à l'étranger, grâce à une entente avec le département de la Justice), une descente a aussi été effectuée et des guitares construites en bois de rose de Madagascar ont été saisies. **Gibson a du payer de fortes amendes**. Depuis, les U.S.A. surveillent de très près les importations de bois précieux (ébène, bois de rose) en provenance de la Grande île de l'Océan Indien.

Puis, c'est le black-out total. Or, le trafic continuait toujours en catimini...



[Le 5 février 2014, lors de son premier Conseil des ministres](#), le Président élu de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, a déclaré : **« Je vais diriger personnellement ce combat contre les trafics de bois de rose »**. Hélas, l'effet est contraire à cette intention. En effet, le trafic a repris de plus belle comme si la mafia du bois de rose défiait ouvertement le nouveau président. Voici ce qu'a révélé, entre autres, [tananews](#) : **« De la ville d'Antalaha à Taolagnaro, en passant par Mananara Nord, l'acheminement des rondins de bois est passé à la vitesse supérieure. 2 bateaux ont quitté Mananara Nord, 5 autres se préparent à quitter les côtes de la**

SAVA, et 3 s'activent à Taolagnaro. Ce seraient au total pas moins de 6.000 tonnes de bois de rose qui ont été embarquées à bord de ces navires. L'embarquement se fait de nuit à l'aide de radeaux et de caboteurs, tandis que les bateaux attendent en haute mer ». Par ailleurs, le 14 février 2014, un navire transportant du bois de rose, a été arraisonné hier au large de Mananara Nord ; et un autre a été intercepté au large de Zanzibar, transportant 100 tonnes de bois de rose. Il semble alors que la filière malgache fait escale en Afrique de l'Est avant de rejoindre la Chine, direction finale de ces richesses volées purement et simplement à Madagascar. [Madagate](#).

 1004369789.png

Nous ne citons, ci-dessous, que les noms des personnes (sociétés et entreprises également) dont la Justice Malgache avait déjà engagé des poursuites/ou enquêtes sérieuses car leur implication dans le trafic des bois précieux est avérée. Certains trafiquants sont déjà arrêtés et mis sous les verrous, mais beaucoup de commanditaires/gros bonnets, faute de preuves, malgré de fortes suspicions à leur égard (les anciens ministres et les financiers -malgaches et étrangers- [du putsch de 2009](#) (foza) ne sont nullement inquiétés... pour le moment. Aussi nous n'avons pas le droit de citer leurs noms tant que la Justice et les autorités compétentes ne les poursuivent légalement. Que les gouvernants actuels nous montrent l'exemple : Nul n'est au dessus de la loi et l'impunité n'existe pas dans un ETAT DE DROIT.

 1004369789.png

## 2004-2008

### Historique et organisation de la filière bois

En 2000, sous le régime de **Didier Ratsiraka**, l'exploitation du « bois précieux » a été suspendue, officiellement pour permettre à l'État d'assainir la filière.

Quelques années plus tard, soit en 2004 et sous le régime de **Marc Ravalomanana**, Madagascar a été frappé par deux cyclones, **Elita** et **Gafilo**. Ces deux cataclysmes naturels ont fortement éprouvé la population mais également la nature, notamment les vastes zones forestières de la **région SAVA** situées dans le **Nord Est du pays**.

Parmi les dégâts constatés, on compte le déracinement de plusieurs milliers d'arbres dont une grande partie de bois précieux. À la suite de quoi, au mois d'octobre de la même année, le gouvernement de Jacques Sylla a promulgué un arrêté ministériel (**n°17939/2004, du 21 septembre 2004 portant réorganisation des exportations de bois stipule dans son article premier que** » *sont autorisés à l'exportation, les produits principaux de forêts d'essence de 2e, 3e, 4e et 5e catégories sous forme de bois semi travaillé ou travaillé* ". On entend par "bois semi travaillé " tout bois avivé raboté sur les quatre faces pour les bois de 2e catégorie, dont le palissandre, le bois de rose et le bois d'ébène, d'une part, et tout produit de sciage et de façonnage pour ceux des autres catégories (3e, 4e, 5e), d'autre part. On qualifie "de bois travaillé" tout bois façonné, transformé pour une utilisation définitive ne pouvant plus subir de modification (meubles, objets d'art, portes et fenêtres, parquets modernes), autorisant quelques opérateurs économiques du secteur à collecter, commercialiser et exporter le bois arraché lors des deux cataclysmes.

**L'autorisation d'exploitation a cependant pris fin, officiellement le 30 mars 2005.** Mais malgré cette décision, la collecte, la commercialisation et l'exportation du bois précieux se sont poursuivies, mais cette fois-ci de façon illégale si l'on en croit le nombre de saisies effectuées par le Ministère des Eaux et Forêts depuis 2005 (voir tableau ci-dessous). Depuis, le gouvernement parle désormais d'un trafic illicite dans la filière bois.

Cependant avant d'affirmer l'existence d'une filière illicite (collecte, vente et exportation...) dans le secteur bois, il faut réussir à prouver que les acteurs (opérateurs économiques, exploitants forestiers etc.) de ladite filière sont également en situation d'illégalité. Ce n'est pourtant pas le cas.

L'affirmation de l'existence d'une filière illégale est d'autant plus étonnante, que la totalité des exploitants ont tous eu en leur possession des autorisations délivrées en bonne et due forme, établies par les autorités compétentes, notamment par le Ministère de l'Environnement, leur permettant d'assurer légalement leurs activités.

### **Des exemples valant mieux qu'un long discours, l'on peut citer les cas suivants :**

**Exp. 1.** Le 6 juin 2004, au port de Mahajanga, 10 containers contenant 250 tonnes de bois de rose ont été saisis. Il a été prouvé que les containers en question appartenaient au **Député Marcellin David Randriamitombo** (parti TIM) et qu'il avait en sa possession une autorisation légale délivrée par le Ministre de l'Économie de l'époque, **Radavidson Andriamparany** et par le Ministre de l'Environnement, **Charles Rabotoarison**.

**Après la saisie, les containers ont été transférés dans l'enceinte d'Ambohitsirohitra à Antananarivo, après que Marc Ravalomanana en ait expressément donné l'ordre.**

Relation de cause à effet ou non, mais quelques mois après, ledit Député fut victime d'une tentative d'assassinat sans que, jusqu'à aujourd'hui, les coupables n'aient été démasqués.

**Exp. 2.** 7 containers de bois de rose appartenant à la **société Dragon Argent** ont été saisis au port de Toamasina. La société en question possédait également une autorisation en bonne et due forme, ce qui ne l'a pas empêché d'être dépouillé de sa marchandise avec un transfert des dits containers vers Antananarivo.

**Exp. 3.** Le 14 mars 2007, 11 containers de bois de rose ont été saisis à **l'Île Maurice** et ont été remis au Chef de l'État en personne lors d'une opération de communication dont le régime est passé maître. Toujours est-il que cette cargaison n'avait absolument rien d'illégal puisque ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires de la part des autorités compétentes. **Là également, les containers ont été rapatriés à Madagascar et entreposés au palais présidentiel sis à Iavoloha.**

**Exp. 4.** Juin 2007, 4421 unités de bois de rose en provenance d'Antalaha sont saisies à Toamasina. L'opérateur économique **Christian Bezokiny** propriétaire du bois est immédiatement incarcéré or il s'agit d'un exploitant forestier bien connu et détenteur du permis **n°656/MEF/SG/DG/DGDRF/SGRF/EF Co4.02.03** datant du 13 novembre 2000 et valide jusqu'au 15 novembre 2008. Malgré l'arrêté d'exploitation promulguée le 30 mars 2005, cet exploitant disposait d'une autorisation délivrée par le Ministre de l'Environnement, **Koto Bernard**, en date du 4 juin 2007, lui permettant d'évacuer son stock évalué à environ 11.850 unités de bois, inventaire dressé par l'unité de contrôle mobile de la Direction Générale de l'Environnement des Eaux et Forêts en date du 30 mai 2007. Tout le bois saisi a également été transféré à Antananarivo.

**Exp. 5.** Janvier 2008, l'**opérateur économique Ranjanoro** se fait saisir son stock de bois de rose lors de l'opération dite « coup de poing » lancée par le Premier ministre. Il se trouve pourtant que l'État a donné une autorisation en bonne et due forme à l'établissement Ranjanoro (note ministérielle **n°956/07/MINENV-EF/SG/DGEEF/DVRN** en date du 16 octobre 2007) en vu de l'exploitation, de l'évacuation, de la commercialisation et de l'exportation du bois de rose. Bizarrement toutefois, cette note a été brutalement annulée le 10 janvier 2008.

À travers ces différents exemples on devrait pouvoir tirer deux leçons. D'abord que l'État se préoccupe réellement de ce qui ressemble à un trafic à grande échelle, et que d'autre part, il existe bel et bien des opérateurs économiques véreux qui agissent illégalement dans la filière bois...

Filière Bois de rose : Entre mythe et réalité. <http://www.madagasikara-soa.com/filiere-bois-de-rose-entre-mythe-et-realite/>

 1004369789.png

### **2014. Rapport sur les bois de rose.**

**La rédaction de la Nation s'y attendait plus ou moins : plusieurs de nos lecteurs ont réagi à propos des publications sur ce feuilleton que certaines personnes concernées au plus haut point dans leurs comptes en banque aimeraient censurer voire même classé dans un placard.**

**Malheureusement pour eux, comme un pavé dans la mare le rapport accablant du Premier ministre Jean Omer Beriziky, grâce à la magie de l'informatique a fait le tour du globe. Les réactions dans la toile des hyperliens d'Internet ont exigé des médias qu'on ne se laisse pas**

**manipuler par la rétention d'informations sûrement calculé d'une source « officielle sûre et digne de foi ».**

A titre de rappel, il faut revoir la partie la plus importante de ce rapport que la presse mondiale avait diffusé en boucle. En substance cette dénonciation institutionnelle sur des infractions forestières aggravées par des exportations illégales des bois de rose se présentait comme suit : « *En dépit de ces efforts, des défis importants restent à relever car on constate d'une part une recrudescence manifeste du trafic de bois de rose comme il est signalé par les observateurs et les collectivités locales sur le terrain, et d'autre part, un relâchement généralisé de l'Administration à tous les niveaux.* » Et il publie des « exemples flagrants » avec des noms.

Il ressort clairement de ce document que malgré les quelques noms des délinquants récidivistes cités, le Chef de gouvernement a fait pratiquement preuve d'une forme d'accusation sélective qui exclue d'une façon qu'il pourrait difficilement justifier une liste de trafiquants notoires. Ces exportateurs marrons ont toujours bénéficiés d'une faveur pourtant inconciliable avec l'esprit de l'effort envisagé et appliqué à l'endroit de leurs activités. Il montre pratiquement d'un doigt accusateur une certaine **Noeline, Labe, Roger et Eugène, Eddy Maminirina, Labiny**, l'homme d'affaire indo-pakistannais très connu **Lucky Nazaraly, Victorien dit Toto** et d'autres qui ne sont pas des menus fretins dans le secteur de la prohibition.

On s'étonne par contre de constater que les identités des parrains intouchables de ces trafics très juteux sont couvertes par un silence pudique pour ne pas dire complice. Les observateurs ne veulent pas admettre que les oublis du Premier ministre Jean Omer Beriziky obéissent à des raisons que la raison morale ne connaît pas. Serait-ce parce que le député **Laisoa Jean Pierre dit Jaovato** avant de devenir parlementaire bénéficiait déjà d'une immunité ? Parce que d'un bout à l'autre du littoral qui va du Cap Masoala aux alentours de Taolagnaro en passant par Farafangana et Vangaindrano, l'exportation des bois précieux n'a jamais été aussi florissante qu'avant l'arrivée du Président Hery Rajaonarimampianina au pouvoir. Les **Jaovato**, les **Thunam**, les **Sam-sam Yok** et les **Arlan** les pionniers dans ce commerce qui ne respectent aucune loi avaient amassé des milliards et des milliards d'Ariary à partir des paiements en dollars encaissés à partir des embarquements de plusieurs milliers de tonnes de ces produits interdits.

Chacune de ces personnes a déjà fait l'objet de poursuites pénales aux charges très lourdes, mais au grand désespoir des verbalisateurs et enquêteurs et même de quelques juges intègres, ils ont toujours eu la faveur d'échapper aux rigueurs de la loi. La corruption aidant, capables de payer des centaines de millions d'Ariary ou même des sommes à 10 chiffres, ces malfaiteurs en col blanc qui roulent dans des véhicules de luxe, ils sont considérées comme des citoyens au-dessus de tous soupçons et des lois. Les mauvaises langues affirment aussi que les oublis de l'ancien Chef de gouvernement n'a rien de nouveau, parce qu'avant lui d'autres locataires de Mahazoarivo avaient préféré composer avec eux plutôt que les voir consacrer leur largesse ailleurs. On raconte aussi qu'un procureur de la République très impliqué dans la protection de ces trafiquants serait un proche parent de l'ex-Premier ministre, ce qui selon certaines sources explique une complicité certaine efficace en faveur des milliardaires des bois de rose. Avec un magistrat de ce niveau, aucun officier de police, de la gendarmerie ou de la police ne pourra faire du zèle... Dans ce cas, comment voulez-vous « *marquer la volonté de l'Etat de combattre le fléau lié au trafic de bois de rose* » comme il l'a proposé au Président de la République, dans ce rapport portant n° 054-14/MEF ce Chef de gouvernement qui adore faire des virées dans les zones où l'on trafique le bois de rose impunément.

Si ce n'est pas faire preuve de duplicité, qu'il explique pourquoi on n'a jamais tenu compte d'une liste de trafiquants, pourtant parue dans la presse dénonçant :

- **Angelin Befototo à Antalaha.** 7 conteneurs « exportés », soit 1.400.000\$ de bénéfice.
- **Victor Be à Sambava.** Il tient l'hôtel Victoria et il collecte le bois de rose pour Jeannot Ranjanoro.
- **Victor, de Sambava,** où il tient l'hôtel Bel Air.
- **Maurice Paula à Antalaha** où il tient l'hôtel Ocean Momo et collecte le bois de rose pour le compte de Roger Thunam.

- **Jacky Manambola, d'Antalaha** « relayeur ».
- **Claudia Bezokiny, à Sambava** collecte le bois de rose pour Roger Thunam.
- **Germaine Fenozanany, d'Antalaha** elle où tient l'hôtel Melrose, belle-sœur de Ranjanoro. Elle collecte le bois de rose pour lui.
- **Abdouramane, de Sambava.** Il a collecté le bois de rose pour Thunam. Présumé dangereux, il a été arrêté et devrait (le conditionnel est de rigueur actuellement) se trouver en prison.
- **Rachid Patel d'Antalaha.** • **Eric Foeng d'Antalaha.** • **Jaohasy d'Antalaha**, ex-agent du Département des Eaux et Forêt. (Années 2004-2006).
- **Jean Galbert Betsiaroana à Antalaha.** Il prétend qu'il a « nettoyé » la forêt de Sahamalaza, et que les arbres de bois précieux ont été arrachés par un cyclone.
- **Eugène Sam Som iock de Tamatave.** 300 conteneurs « exportés », avec un bénéfice de 60.000.000 \$ • Roger Thunam d'Antalaha, 103 conteneurs « exportés », soit 20.600.000 \$ de bénéfice. Considéré comme « une des têtes pensantes du réseau ».
- **Jean-Pierre Laisoa d'Antalaha**, 81 conteneurs « exportés », soit 16.200.000 \$ de bénéfice.
- **Claude Bezokiny, également à Antalaha**, 33 conteneurs « exportés », soit 9.800.000 \$. Propriétaire gérant de l'hôtel Palissandre.
- **Patricia Soa (Lo Seing), d'Antalaha**, 42 conteneurs « exportés », soit 8.400.000 \$ de bénéfice. Elle est la sœur de Jeannot Ranjanoro
- **Thierry Body, 'Antalaha**, 38 conteneurs « exportés », soit 7.600.000 \$ de bénéfice.>>>>> C'est lui qui a été pris en flagrant délit le dimanche 17 février 2013 à Antalaha.
- **Ramialison Arland, habitant d'Antalaha**, 28 conteneurs « exportés », soit 5.600.000 \$ de bénéfice.
- **Michel Malohely, d'Antalaha**, 21 conteneurs « exportés », soit 4.200.000 \$ de bénéfice.
- **Martin Bamatana, habitant d'Antalaha.** 17 conteneurs « exportés », soit 3.400.000 \$ de bénéfice.
- **Chan Lane d'Antalaha**, 30 conteneurs « exportés », soit 9.400.000 \$ de bénéfice.
- **Grégoire Ndahiny d'Antalaha.** soit 1 600 000 \$ de bénéfice. »

**Le bouquet est le cas de Laisoa Jean Pierre dit Jaovato**, actuellement parlementaire jouissant maintenant de l'immunité et qui ne peut être poursuivi sans l'aval d'un Bureau Permanent qu'il a aidé à mettre en place, alors que dans une juridiction, il y a encore une affaire pénale sur lui... en instance. **(Vidéo. Invité du Zoma de TV plus, du 24 Octobre 2014, plus bas).**

lien : <http://www.lanation.mg/article.php?id=11114>

 1004369789.png

**Ci-après, la liste des personnes et des sociétés ayant exporté du bois de rose en 2009. Les noms en italiques sont ceux des «nouveaux venus», qui n'étaient pas inclus dans l'arrêté n°003/2009 du 28 janvier 2009.**

*ANONA Etienne (Antalaha), BEKASY Johnfrince (Antalaha), BEMATANA Martin (Antalaha), BETSIAROANA Jean Galbert (Antalaha), BEZOKINY Christian Claude (Antalaha), BODY Thierry Antalaha, CHAN HOY LANE Kara (Antalaha), DESIRE (Antalaha), GUERRA William (Antalaha), LAISOA Jean-Pierre (Antalaha), MALOHELY Jean-Michel (Antalaha), MBOTIFENO SAO KUNE Edith (Antalaha), NDAHINY Grégoire*

(Antalaha), PATRICIA Soa (Antalaha), RAKOTOARIVONY Nosiarivony (Antalaha), RAMIALISON Arland (Antalaha et Toamasina), RANJANORO Jeannot (Antalaha), RASOANIRINA Joséphine (Sambava), SAM SOM MIOCK Eugène (Toamasina), SOA Elia Rolaine (Antalaha), THUNAM Roger (Antalaha), TOTOBE Eric (Antalaha), SUPERWOOD Sarl (Antananarivo).

Ci-après, les demandes de création de société, d'agrément d'exportation et/ou de constatation de stock de bois précieux. (Les demandes dont les noms sont marqués d'un \* présentent de fortes similitudes de formes et de dates de rédaction. Il s'agit probablement de sociétés créées en série autour d'un même noyau familial. Celles qui sont marquées de deux \*\* sont situées à la même adresse à Antananarivo. Même conclusion.)

PAULA Anouschka\*, Antalaha (12 octobre 2009, 6 conteneurs déjà prêts à Vohémar), RASOANAIVO\*, Antalaha (12 octobre 2009), COMPAGNY SEA AND SUN Sarl\*, Antalaha (19 octobre 2009), Société HERY\* Antananarivo (12 octobre 2009), ISLAND WOOD\*, Antananarivo (13 octobre 2009), RAZAKAMAHEFA Heritiana Jacquis \*\* MCO TRADE, Antananarivo (30 avril 2009), TOANDRO Honoré Velondrazana \*\*AGRI-BUSINESS COMPANY -ABC-, Antananarivo (13 octobre 2009, 12 conteneurs déjà prêts à Vohémar), MAHARITSY Josie Noe France Nita, Toamasina (19 août 2009), RANAIVOJAONA J-P, Antalaha (03 novembre 2009), RAZAFISOAMANDIMBY, Antalaha (03 novembre 2009), MAGNAT MATER MINING Sarl -3M-, Antalaha (15 octobre 2009), SOCIETE NOUVELLE D'EXPLOITATION DES PRODUITS Sarl, Sambava (27 septembre 2009), BADADY Serge, Antalaha (25 conteneurs déjà prêts à Vohémar), BEFOTOTO Angelin, Antalaha (25 conteneurs déjà prêts à Vohémar), JAOTOTO Chantal Bhana (25 conteneurs déjà prêts à Vohémar), RAELISON (3 conteneurs déjà prêts à Vohémar), RASOANIRINA Joséphine (2 conteneurs déjà prêts à Vohémar), SEGUY Andriafidy (25 conteneurs déjà prêts à Vohémar), SOLOFONIRINA Roberto Faciane (25 conteneurs déjà prêts à Vohémar), SUN TUNG Rita Antalaha (1 conteneur déjà prêt à Vohémar).

#### Les acheteurs de bois précieux malgache à Vohémar en 2009 :

**Tous des Chinois, sauf trois :** SHANGHAI TAN TAN TRADE (1 628 tonnes), n°4058 Caoan Road, Shanghai, Chine, OCEAN TRADING (1 033 tonnes), Room 1702, Kwai Hung Holding Centre, 89 King's Road, North Point, Hong Kong, Chine, ZHANG JIAGANG (862 tonnes), Jiang Hai Mid Road, Jingang Town Zhang, Jiagang, Chine, FOSHAN EVERLASTING (777 tonnes), 31 floor Jinhua Building, 18, Jihua Road, Foshan, Guangdong, Chine, CHINA KEY WIN (686 tonnes), room 2, 12 floor, Lucida Industrial Building, Ville 43-17 Wang Lung street, Tsuen wan, Hong Kong, Chine, ZHEJIANG WILLING (685 tonnes) n°368 North Zhou Shan Road, Hangzhou, Chine, HIGH HOPE (669 tonnes), 2105 High Hope Building, Nanjing, Chine, BEIJING YINTUO (630 tonnes), Room 1602 Kwai Hung Holdings Centre, 89 King's Road, North Point, Hong Kong, Chine, WUXI GUANGMING (564 tonnes), Yunbe East road n°148, Wuxi, Jiangsung Lung, Chine, CHINA ARTEX (486 tonnes), 9/F Fortune Building, 168, Hundong Road, Fuzhou, Chine, ZHANG JIANGANG JIANGSU SKYRUN (414 tonnes), Hongxin Building, 100 Jianye Road, Nanjing, Chine, SHANGHAI SHENJI (398 tonnes), 16/F Jincheng House, n°511 Tanmu-West Road, Shanghai, Chine, CHINA MEHECO (385 tonnes), room 2101/8 n°18 Guangming, Zhong Jie Chong Wen District, Beijing, Chine, DALIAN RISING (367 tonnes), 12 D China Bank Plaza, n°15 Renmin Road, Dalian, Chine, CHINA TUSHU SHANGHAI PUDONG (350 tonnes), 15/F Shanghai Bund International Tower, 99 Huanpu Road, Shanghai, Chine, FOSHAN NANHAI GUCHENG (323 tonnes), n°338 Dong Er Joncun Gucheng Nanhei Foshan, Guangdong, Chine, XIAMEN HIGH WATER (274 tonnes), room 1206 Senhui Building Huli, Xiamen, Chine, HH INTERNATIONAL (253 tonnes), A-1702 Hengwa Building Pagu, South Road, Tianjin, Chine, DONGGUAN SILVER DRAGON (252 tonnes), 6th floor, Block A, Industrial & Commercial Building, Gang Kou road, Humen, Dongguan, Guangdong, Chine, HEROWISE ENGINEERING (133 tonnes), Shop n°41, g/f Golden Court 1A, Laosin Street, Causeway Bay, Hong Kong, Chine, WUXI SHI ZHOU YE (120 tonnes), Wen Lizhong, Room 22042 Door Yinchun Apartments, Changjiang Road, Wuxi, Chine SHANGHAI KING TIRD (116 tonnes), n° 880 Dong Da Ming Road, Shanghai, Chine, SHANGHAI SHANG FU (106 tonnes), Room 1907, n°578 Tianbao Rd, Piaoying Centre Building, Shanghai, Chine, SHANGHAI TONG SHENG (99 tonnes), n°1906 flat 3 Yangpu District, Kong Jiangroad, Guofu Garden, Shanghai, Chine, CHANGSHU JINBIAN CRAFT (96 tonnes), 103 Renmin Road, Haiyu Town, Changsu, Chine, CHINA JILIN FOREST (90 tonnes), n°4036 Renlin street, Chan Chun, Chine, DALIAN YULIN (90 tonnes), Xinghai Square B3 Yi Pin Xian Hai 22-2-501, Shakekou District, Dalian, Chine, JILIN HAITIANXIA (90 tonnes), 500, Nanhu Avenue, Economic & Technical Development Zone,

Chan Chun, Chine, SHENZHEN CITY XUAN LONG (90 tonnes), CH District 6th Floor, Commodity Exchange Building, Badan North Road, Luo-Hu District, Shenzhen, Chine, HONGTAI WOOD (88 tonnes), Flat C, 8/F Wan Fong Height, 15, Shing Fong Street, Kwai Chung, Hong Kong, Chine, TEK'ASIA (87 tonnes), 3rd Floor, Fook Hong Industrial Building n°19, Sheng Yuet Road, Kowloon Bay, Kowloon, Chine, CHINA NATIONAL FOREST (72 tonnes), SHIJI XI YUAN 606 room n°20, Anyuan Street, Beijing, Chine, CHANGSHA WEICHU SEED (61 tonnes), Co Kay Yuan Xinge Building 1 Dong 27 Level C, Zone Economic development, Changsha, Chine, CECEIEC TIANJIN (54 tonnes), 4 floor, n°305 Nanjing Road, Tianjin, Chine, THEODOR NAGEL GmbH (49 tonnes), 118, Billstrasse, PO box 28 02 66 / D – 205 15, **Hambourg, Allemagne**, JIANGSU BOSHENG (45 tonnes), room 318, Huanghe Road n° 275, Changshu, Chine, JIANGSU GUOTEI (43 tonnes), 9/F Guotai Times Plaza, Building A n°5 Renmin road, Zhangjiagang, Chine, YICK PO 41 (tonnes), 23 B Flat Room B Blk 5 23/F Residence Oasis, Tseung Kwan, Hong Kong, Chine, JIANG YIN HUA QUAN (40 tonnes), Jiangyin, Chine, CITIC INTERNATIONAL (38 tonnes), Room 4507, Capital Mansion, n°6 Xinyuannan Lu, Chaoyang District, Beijing, Chine, SHANGHAI HONG SHENG (tonnes), 34 Room 201 n°70 lane 999, Lou Shan Guan Road, Shanghai, Chine, SHANGHAI SILK (34 tonnes), 283 Wu Xing Road, Shanghai, Chine, SUNOVER SIZE (20 tonnes), **Port-Louis, Maurice**, DALIAN SK (20 tonnes), room 809 n°3 Gangwan Street, Zhongsan District, Dalian, Chine, HONG KONG KING CHUNG (20 tonnes), Hong Kong, Chine, TIANJIN WINSTAR (20 tonnes), n°2 Xun Yuan Xili, The Second Street Teda, Tianjin, Chine, JIANGSU LIGHT INDUSTRIAL (19 tonnes), n°100 Jianye Road, Nanjing, Chine, GUANGZHOU PEIJIA (18 tonnes), room 2118, III Baiyun Building, Baiyun Road, Guangzhou, Chine, FLAVOUR HANDLING LLC (zero tonne), 113 Barksdale Professional Center, **Newark, DE19711-3258, USA**.

### Les banques

Trois banques locales soutiennent les exportations de bois de rose. Il s'agit de :

**Bank of Africa (BOA)** : au moins onze exportateurs y ont leurs comptes.

**BNI-Crédit Lyonnais (BNI-CL) (Ndr1 : devenue BNI-CA ou Crédit Agricole)** : le principal exportateur y a un compte.

**BFV-Société Générale (BFV-SG)** : les deux plus gros exportateurs y ont leurs comptes.

Il est intéressant de noter que la BOA compte parmi ses actionnaires l'Agence Française de Développement, le Groupe de la Banque mondiale (à travers l'International Finance Corporation), la Netherlands Development Finance Company et la Banque Marocaine du Commerce Extérieur. Les banques interviennent dans les opérations d'exportation à plusieurs niveaux :

-la domiciliation bancaire : une banque locale certifie qu'un exportateur possède un compte en devises dans une de ses agences. Cette opération est imposée par le ministère des Finances et sert à contrôler l'obligatoire rapatriement des devises au pays. Elle n'est donc valable que pour une seule opération d'exportation et doit être renouvelée en permanence.

-l'octroi de crédits pour financer l'extraction du bois de la forêt, son acheminement jusqu'au port d'exportation, le paiement des taxes et amendes préalables à l'exportation.

**Répartition du marché du bois précieux entre ces banques.** Ces chiffres ne constituent évidemment qu'une estimation basse, car ils ne prennent pas en compte tous les mécanismes par lesquels les banques gagnent de l'argent dans ces opérations (placement à terme, vente de devises, etc.). Ils n'incluent que les frais de domiciliation et les commissions sur le change.

### Les compagnies maritimes

Avant l'exportation, les difficultés du transport terrestre dans le Masoala (inexistence ou impraticabilité des routes) favorisent le transport maritime intérieur pour le bois de rose. Le bois coupé dans le Parc National de Mananara, dans le Parc Naturel du Makira et dans la partie sud du Masoala est évacué par des caboteurs vers Toamasina (le plus fréquent) ou parfois vers Antalaha. Le bois venant de la partie nord du Masoala est évacué par

piste vers Antalaha ou, lorsque la situation l'exige, par cabotage vers Toamasina. Le bois venant du Marojejy est toujours évacué par la route vers Vohémar ou Antsiranana.

Les navires côtiers ci-dessous ont fait des rotations de bois de rose entre Maroantsetra et Toamasina, Mananara et Toamasina, Antalaha et Toamasina :

El Betela IV, Savannah, Esperance, Red Rose, Voromahery, Anissa II, Trucha, l'Orient, Mellino, Maroa IV. La fréquence des rotations était d'un navire par jour au départ de Maroantsetra au plus fort de l'activité (mars-septembre 2009), elle est tombée à un navire par semaine en janvier 2010.

Les compagnies maritimes internationales qui transportent les conteneurs vers l'Asie sont :

au départ de Vohémar : UAFL (et sa filiale Spanfreight), Delmas (groupe CMA-CGM), Safmarine ; au départ de Toamasina : Delmas, Safmarine et PIL ; au départ d'Antsiranana : Delmas, Safmarine et MSC.

Seules UAFL, Safmarine et Delmas ont chargé du bois précieux en 2009. PIL et MSC, sollicitées, n'ont pas voulu répondre aux questions de Herizo et Zhou, quant à leur implication dans ce trafic.

### Répartition du marché du bois précieux entre les compagnies maritimes

Les porte-conteneurs ci-après ont fait des rotations de bois de rose en 2009 au départ de Vohémar :

**Delmas** : Ultima (Ndlr : Ultimate) (03 février 2009, 15 février 2009, 27 février 2009, 08 mars 2009, 20 mars 2009, 27 mars 2009), -CMA CGM- Léa (04 mai 2009), Consistence (04 juillet 2009) ; **UAFL** : Providence (17 février 2009, 06 mars 2009, 27 mars 2009), Mauritius (30 mai 2009)

**La compagnie Safmarine** a transporté 32 conteneurs de 40 pieds en février et mars 2009 au départ de Toamasina (Safmarine à Schuurman In litt.). Dès avril, elle a décidé d'arrêter tout transport de bois depuis Madagascar, pour une période indéfinie. Des trois compagnies incriminées, elle s'est montrée la plus responsable.

**La compagnie UAFL** a arrêté de son plein gré le transport du bois de rose dès qu'elle a pris conscience de son origine douteuse au plan légal et des atteintes à l'environnement que ces exportations représentaient (UAFL à Schuurman In litt. 23 octobre 2009). Son dernier voyage a été effectué le 30 octobre 2009 avec le Mauritius. Il est vrai qu'il lui a tout de même fallu huit mois pour s'inquiéter. En outre, le navire Ultima lui appartient, mais il a été affrété par Delmas pour les rotations mentionnées ci-dessus. La part d'UAFL est donc en réalité un peu supérieure à celle de la figure ci-dessus, car ces chiffres n'incluent pas les frais d'affrètement de l'Ultima.

**La compagnie Delmas** n'a arrêté de prendre du bois précieux à Madagascar qu'à partir du 4 décembre 2009, sous la pression des médias. Son discours officiel n'a jamais varié : elle se retranche derrière l'apparente légalité des documents administratifs nécessaires à l'exportation (S. Goddart, CMA CGM à L. Wilmé In litt., communiqué de presse du 16 mars de CMA CGM, <http://www.cmacgm.fr/AboutUs/PressRoom/PressReleaseDetail.aspx?Id=9126&amp> . Les atteintes à l'intégrité des aires protégées la laissent insensible. Il a en fait fallu l'épisode rocambolesque (et coûteux) du Léa le 4 octobre 2009 pour qu'elle commence à se poser des questions sur la solidité juridique des documents que les exportateurs lui présentaient. Ce navire a en effet chargé 101 conteneurs à Vohémar le 2 octobre 2009. Il semblerait, selon des sources judiciaires, qu'en fait 12 conteneurs ne disposaient d'aucun document, ce qui ressemble fort à de la contrebande.

### La fraude

Dans cette filière, plusieurs types de fraude ont pu être mis en évidence : la fraude sur l'origine du bois, sur la taille des rondins, sur la taxation des poids à l'exportation, sur les amendes, sur le rapatriement des devises, sur les documents administratifs, la contrebande, et enfin, omniprésente, la corruption qui fausse tous les mécanismes de contrôle de l'État. On peut estimer que pour 2009, la fraude se situe aux environs de 4,6 millions de dollars (9,2 milliards d'ariary) et de 52 millions de dollars (104 milliards d'ariary) de devises non rapatriées.

### La corruption – La « Tax Force »

Dans une filière aussi chaotique que celle du bois de rose, et qui génère des revenus aussi importants, il est évident que la corruption tient une place de premier choix. Elle semble s'exercer à tous les niveaux de la filière : dans la forêt, lors du transport terrestre, lors des formalités administratives, lors des contrôles, lors des procès de délinquants et surtout, lors des activités de lobbying pour influencer les décisions gouvernementales.

Il est impossible d'avancer un chiffre global pour une activité par essence cachée et qui ne laisse pas de trace. Mais le phénomène s'est répandu en proportion de la peur créée en février et mars 2009, où les locaux des Eaux et Forêts ont été saccagés et incendiés en plusieurs points de la côte Est, où les dépôts de bois saisis par l'État ont été pillés (mais seul le bois de rose a été emporté, lors de cet accès de colère sélective (Andriatahina et Rakotondrabe 2009)), où des agents de Eaux et Forêts ont été menacés, où des agents de MNP ont été agressés et grièvement blessés, où des villageois opposés à la coupe se sont fait tirer à l'arme automatique. Face à ces excès, l'État a déployé une *Task Force* (mission interministérielle chargée de reprendre le contrôle de la filière) dans la région et notamment dans les parcs. La population régionale l'a rapidement surnommée « **la tax force** », en raison du droit qu'elle prélève à chaque passage de bois interdit, au lieu de le saisir (source : nombreux témoignages personnels). Entre d'un côté des exportateurs qui disposent d'un trésor de guerre de plusieurs millions de dollars, et de l'autre, des voyous prêts à tout pour réduire au silence ceux qui s'opposent à leur action, le choix des fonctionnaires investis d'un pouvoir de blocage dans cette filière est vite fait et nul ne peut leur jeter la pierre, surtout quand ils ont le sentiment très net que l'exemple vient d'en haut.

Source : [Madagate](#).

 1004369789.png

## Madagascar trafic de bois de rose : il est temps de sévir, voici quelques noms déjà connus !

Mercredi, 20 Février 2013



**Trafic de bois de rose, quelque part dans le Nord de Madagascar. Cela semble perdurer encore et toujours...**

Toutes les richesses que renferme la terre de nos ancêtres appartiennent à tous les Malgaches et, par voie de conséquence, doivent être destinées au mieux-être des Malgaches. Malheureusement, parmi nos nombreuses richesses, il y en a qui sont monopolisées, font l'objet d'un trafic, par quelques personnes malintentionnées. Vous savez de quoi je veux parler, car cela a défrayé la chronique : il s'agit du trafic illicite de bois de rose. Or, nous savons pertinemment qu'il existe **un décret, faisant force loi, au sujet des sanctions à l'encontre des individus qui pratiquent ce trafic de bois de rose. Ce décret remonte à avril 2010 et a été adopté en conseil des ministres et aussi en conseil de gouvernement.** Il y est clairement stipulé l'interdiction d'exploitation, de coupe et d'exportation illicites de bois de rose. **Nous savons également que ces essences précieuses mettent 100 ans, sinon 200 ans avant d'atteindre les dimensions des rondins de bois de rose illicitement exportés à l'heure actuelle.**

**Aussi, tous ceux qui pratiquent ce commerce illicite enfreignent intentionnellement la loi décrétee par l'Etat malgache, aussi transitoire qu'actuellement soit-il.**

=====

**Ce 20 février 2013**, le nouveau Directeur de la Sécurité du Territoire (DST), le Commissaire Samy Harison Olivier -désigné en juillet 2012-, a donné une conférence de presse à son bureau à Ambohitsorohitra pour apporter une version officielle concernant le flagrant délit de trafic de bois de rose qui a eu lieu à Antalaha le dimanche 17 Février dernier :

*« Le samedi 16 février, nous avons reçu des informations émanant d'un habitant d'Antalaha faisant état d'une tentative d'exportation illicite de bois de rose se déroulant dans cette ville. Immédiatement, nous avons pris des mesures en y dépêchant nos éléments. Arrivés sur les lieux le dimanche 17 Février vers 23h30, ces agents de la DST ont appréhendé des véhicules terrestres et maritimes déjà chargés de rondins de bois de rose dans le village d'Ambodiampana, Commune Ampohibe. Au total, 5 boutres, 3 voitures (un Camion Hyundai, une voiture 4x4 et un tracteur avec remorque) remplis de ces bois, ainsi que 224 rondins en attente d'embarquement ont été saisis. Je suis aussitôt allé à Antalaha pour contacter sans attendre les autorités compétentes locales. Avec la DIREF (Direction Régionale des Eaux et Forêts qui est l'entité responsable en matière de délits forestiers) et les responsables de la Task Force, nous avons commencé nos enquêtes ».*

Ainsi, dans le cadre de ces enquêtes, onze personnes, toutes de nationalité malagasy, ont été interpellées.

Interrogé sur l'identité du principal auteur présumé de cette tentative ratée d'exportation illicite de bois de rose, le Commissaire Samy a révélé qu'il s'agit d'un opérateur économique, de nationalité malagasy, répondant au nom de **Thierry BODY**. Qui était sur les lieux lors du flagrant délit.

Puis, ce nouveau Directeur de la Sécurité du Territoire de déclarer que *« des sanctions sévères seront appliquées à l'encontre de tous trafiquants de bois de rose, afin de mettre un terme à ce genre de fléau étant donné que la coupe, le transport, la vente et l'exportation de ce type de bois précieux demeurent formellement interdits »*. Bravo ! Mais ce n'est pas la première fois que l'on entend ce même son de cloche.

Néanmoins, la DST -entité créée en 2010-, bien qu'ayant pour mission originelle les renseignements généraux suivis d'investigations, n'a eu cesse de lutter contre les trafics en tous genres, incluant celui du bois de rose. Pour être plus explicite, le Commissaire Samy a tenu à rappeler que *« la Direction de la Sécurité du Territoire a une compétence nationale, c'est-à-dire couvrant tout le territoire malgache et peut constater des infractions en tout genre. En terme d'enquêtes, la DST agit dans le strict respect du code pénal et du code de procédure pénale. Dans ce cadre, elle collabore avec diverses entités tout en restant dans les limites définies par les codes suscités. Dans cette affaire, la mission principale de la DST est la saisie de ces bois de rose. Pour ce qui est de l'enquête, elle sera diligentée en étroite collaboration avec les autorités compétentes sur place »*.

Pour l'aider dans sa tâche, qui ne sera pas une sinécure face aux richissimes parrains aux bras longs, **ci-après une liste parue dans Madagascar Tribune en ligne en date du 18 décembre 2009**. Soit il y a plus de trois ans.

N'est-il pas grand temps de sévir et dévoiler leur(s) protecteur(s) en haut lieu, borde..au de commande ?! Le DST Samy Harison Olivier fera-t-il mieux que tous ses prédécesseurs -qui ont tous tenu le même langage puis ont classé l'affaire à chaque fois- ou bien *« tsy hatohitra ny herin'ny vola ny fanadiadiana lalin-dalina kokoa fa hitsefotra indray »* ?

- **Angelin Befototo** à Antalaha. 7 conteneurs « exportés », soit 1.400.000\$ de bénéfice.
- **Victor Be** à Sambava. Il tient l'hôtel Victoria et il collecte le bois de rose pour **Jeannot Ranjanoro**.
- **Victor**, de Sambava, où il tient l'hôtel Bel Air.
- **Maurice Paula** à Antalaha où il tient l'hôtel Ocean Momo et collecte le bois de rose pour le compte de Roger Thunam.
- **Jacky Manambola**, d'Antalaha « relayeur ».
- **Claudia Bezokiny**, à Sambava collecte le bois de rose pour Roger Thunam.

- **Germaine Fenozanany**, d'Antalaha elle où tient l'hôtel Melrose, belle-sœur de Ranjanoro. Elle collecte le bois de rose pour lui.
- **Abdouramane**, de Sambava. Il a collecté le bois de rose pour Thunam. Présumé dangereux, il a été arrêté et devrait (le conditionnel est de rigueur actuellement) se trouver en prison.
- **Rachid Patel** d'Antalaha.
- **Eric Foeng** d'Antalaha.
- **Jao Hasy** d'Antalaha, ex-agent du Département des Eaux et Forêt. (Années 2004-2006).
- **Jean Galbert Betsiaroana** à Antalaha. Il prétend qu'il a « *nettoyé* » la forêt de Sahamalaza, et que les arbres de bois précieux ont été arrachés par un cyclone.
- **Eugène Sam Som Miock** de Tamatave. 300 conteneurs « *exportés* », avec un bénéfice de 60.000.000 \$
- **Roger Thunam d'Antalaha. 103 conteneurs « exportés », soit 20.600.000 \$ de bénéfice. Considéré comme « une des têtes pensantes du réseau ».**
- **Jean-Pierre Laisoa** d'Antalaha, 81 conteneurs « *exportés* », soit 16.200.000 \$ de bénéfice.
- **Claude Bezokiny**, également à Antalaha, 33 conteneurs « *exportés* », soit 9.800.000 \$. Propriétaire gérant de l'hôtel Palissandre.
- **Patricia Soa (Lo Seing)**, d'Antalaha, 42 conteneurs « *exportés* », soit 8.400.000 \$ de bénéfice. Elle est la sœur de Jeannot Ranjanoro
- **Thierry Body, d'Antalaha, 38 conteneurs « exportés », soit 7.600.000 \$ de bénéfice.>>>>> C'est lui qui a été pris en flagrant délit le dimanche 17 février 2013 à Antalaha.**
- **Ramialison Arland**, habitant d'Antalaha, 28 conteneurs « *exportés* », soit 5.600.000 \$ de bénéfice.
- **Michel Malohely**, d'Antalaha, 21 conteneurs « *exportés* », soit 4.200.000 \$ de bénéfice.
- **Martin Bamatana**, habitant d'Antalaha. 17 conteneurs « *exportés* », soit 3.400.000 \$ de bénéfice.
- **Chan Lane** d'Antalaha, 30 conteneurs « *exportés* », soit 9.400.000 \$ de bénéfice.
- **Grégoire Ndahiny d'Antalaha.** soit 1 600 000 \$ de bénéfice.
- **William Guerra** à Antalaha. 8 conteneurs « *exportés* », soit 1.600.000\$ de bénéfice. Il avait essayé de faire passer les conteneurs en prétendant qu'ils contenaient des clous de girofle.

QUI PROTEGE(NT) CES GENS-LA EN HAUT LIEU ? LA DST OSERA-T-ELLE S'ATTAQUER A CETTE MAFIA DU BOIS DE ROSE A MADAGASCAR ? OU BIEN LE COMMISSAIRE SAMY SERA-T-IL SUBITEMENT LIMOGE, DU MOINS « *EMPECHE* » pour une raison ou une autre ? Qui vivra verra... encore ?

Madagate : Jeannot Ramambazafy – 20 février

<http://www.madagate.com/>



1004369789.png

## **Madagascar: Trafics de bois de rose, détournement, corruption – Une quarantaine de personnalités sur une liste noire**

30 Juillet 2013. Bois de rose Par Davis R

En quatre ans, certaines personnes ont connu une ascension fulgurante dans le cercle très fermé des personnalités les plus riches du pays.

Les trafics illicites en tous genres sont devenus monnaie courante durant cette période transitoire. Des trafics qui ont déjà été dénoncés par les organisations et associations œuvrant notamment pour la protection de l'environnement et pour la sauvegarde des richesses nationales. Dernièrement, une liste noire composée d'une quarantaine de personnalités impliquées dans le trafic illicite de bois de rose, de pierres précieuses, de terrains domaniaux et de marchés publics, mais aussi dans un réseau de corruption en haut lieu, de trafics d'influence, de détournement de deniers publics et/ou des biens d'Etat ont circulé sous le manteau.

En tête de cette liste se trouve un très haut responsable avec son père et sa sœur. Parmi les personnalités citées figurent également 4 conseillers, 2 barons du régime transitoire, 2 hauts fonctionnaires, 2 anciens hauts dirigeants plus connus au début de la Transition, 3 ministres, 3 anciens ministres, 5 Généraux et 1 Colonel, 1 Chef de Région et une dizaine d'opérateurs de nationalité malgache et indo-pakistanaise. Certains d'entre eux, cinq pour être précis, sont des candidats annoncés pour la prochaine élection présidentielle. Si l'on se réfère à cette information, l'on pourrait alors conclure que certaines personnalités financent leur candidature par des exploitations illicites des richesses nationales, des détournements et des fruits de la corruption dont le montant des trafics s'élève parfois à plusieurs centaines de milliards.

« **Mafias** ». La Transition a donc accouché de plusieurs « hyper-millionnaires » dont les richesses, estimées entre 80 à 7 000 milliards de Fmg, seraient placées non seulement à Madagascar, mais aussi, à Dubaï, à l'Île Maurice, en France, en Chine, en Belgique ou encore en Suisse.

**En quatre ans seulement**, certains de ces gens ont connu une multiplication fulgurante de leur richesse. Une ascension qui les place au sein du cercle très fermé des familles les plus riches de Madagascar. Des familles qui font tout pour prolonger la Transition afin de rester le plus longtemps possible au pouvoir.

Le tract comportant cette liste révèle également que cette « mafia » a financé un projet de mise en place d'un Directoire militaire. Un projet dont l'objectif serait de rester à la tête de la Transition actuelle. 10 milliards d'Ariary auraient été versés pour ce projet qui n'a pas pu être finalisé pour le moment. Avec les menaces de sanctions contre les personnalités malgaches lancées actuellement par la Communauté internationale, les simples citoyens retrouvent l'espoir de pouvoir récupérer un jour les biens de la Nation qui ont été pillés durant cette Transition.

[allafrica.com](http://allafrica.com)

 1004369789.png

**Août 2014, les autorités sur place à Mananara.**



Menaces de mort.



 1004369789.png

lire : <https://mcmparis.wordpress.com/2014/08/14/bois-de-rose-maffia-et-noms-des-trafiquants-documentaire-choc-dalexander/>

 1004369789.png

### **Bientôt d'autres noms !**

**9 Juillet 2014** . Des chefs de région sont impliqués dans des trafics de bois de rose.

Le Conseil des Ministres d'aujourd'hui pourrait créer des surprises pour certains chefs de région. Nos sources indiquent que certains chefs de région sont impliqués dans des trafics de bois de rose.

D'autres risquent d'être limogés pour la simple raison que le nouveau régime aurait besoin de nommer des nouveaux responsables capables de maîtriser le problème d'insécurité dans certaines parties de l'île.

A noter que le président de la transition Andry Rajoelina a nommé à l'époque des officiers à la tête des régions qui connaissent des problèmes d'insécurité. <http://fr.allafrica.com/stories/201407090652.html>

 1004369789.png

**17 Juillet 2014**. Un ministre, 2 députés, le fils d'un haut fonctionnaire (chef d'institution) impliqués...

## Boaderôzy 4 000 Tany Zanzibar Minisitra sy depiote voarohirohy ...

Ny zandarimariam-pirenena mihitsy no namaky bantsilana. Misy boaderôzy 4 000 taonina indray tonga atsy amin'ny nosy Zanzibar rehefa niala teto Madagasikara. Fiantsonana fotsiny ihany ny ao Zanzibar fa halefa any Chine ireo bolabolan'andramena ireo. Minisitra iray, depiote roa ary zanaka lehiben'andrimpanjakana iray no voalaza fa ao Ny zandarimariam-pirenena mihitsy no namaky bantsilana. Misy boaderôzy 4 000 taonina indray tonga atsy amin'ny nosy Zanzibar rehefa niala teto Madagasikara. Fiantsonana fotsiny ihany ny ao Zanzibar fa halefa any Chine ireo bolabolan'andramena ireo. Minisitra iray, depiote roa ary zanaka lehiben'andrimpanjakana iray no voalaza fa ao

ambadik'ity trafika ity. Manaporofy indray ity tranga ity fa hafa ny lazain'ny vava, hafa ny ataon'ny tanana ao anatin'izao fitondrana vaovao izao. Nilokaloka i Hery Rajaonarimampianina raha nanao fiananana ampahibemaso ho ren-tany ren-danitra teo Mahamasina tamin'ny 25 janoary 2014 tamin'ny nandraisany ny fahefana feno maha filohan'ny Repoblika fa tany misy lalàna eto, ary tsy handefitra amin'izay minia mihoa-pefy. Hisy fisamborana ary ve amin'ity raharaha ity sa hojerem-potsiny indray. Tsy vao androany mantsy no nahenoana boaderôzy nisy nanondrana an-tsokosoko ary tratra any ivelany any hatramin'ny janoary 2014 no ho mankaty. Misy hatrany olom-panjakana voatontonona ao ambadik'izy ireny. Mijanona no fanambarana entana tratra fotsiny anefa hatreto fa tsy misy tohiny na fisamborana. Hametra-pialana ihany koa sa hiandry fiantsosan'ny Fitsarana, raha hisy tohiny ny raharaha, ireny olom-panjakana voarohirohy ireny ? Mbola boaderôzy ireo fa ahoana ihany koa ny amin'ireo mpanondrana volamena sy vato sarobidy ary sokatra sy biby arovana mila ho lany tamingana izay manarararaotra toy ny banga mihomehy alina ? Toa ny boaderôzy ihany mantsy no resahina be amin'ny haino aman-jery sy an-gazety fa iretsy harem-pirenena hafa iretsy iniana tsy lazaina. Andrasana ny tohin'ity raharaha ity.<http://tiatanindrazana.com/actualites/boaderozy-4-000-t-any-zanzibar-minisitra-sy-depiote-voarohirohy-2014-07-17-13965.php>



## Meme l'ancien ministre R. Mercia cite des noms:

21 Juillet 2014 M/cer Matin. Trafics de bois de rose – Grande manipulation !

***Ces derniers mois, plus d'une apprentie « vedette » en investigation s'est amusée à « révéler », ici et là, des circonstances, voire des noms, se rapportant aux trafics de bois de rose. Des révélations qui, relayées par une certaine presse, n'ont pourtant qu'un unique but à atteindre : manipuler !***

Cela a fait presque plus de deux années que l'Etat a déclaré, à qui veut l'entendre, combattre un fléau minant à mort la vie économique du pays : les trafics de bois de rose. A cet effet, des commissions ont été créées ici, tandis que des séances de travail ont été tenues là, le tout pour faire valoir aux yeux de l'opinion publique que le même Etat est passé à l'acte. D'autant plus que la communauté internationale, notamment des pays de l'Occident, n'a pas non plus cessé de crier au scandale pour dénoncer ces trafics. Dénonciations qui ont été faites pour tout simplement accabler des opérateurs installés en Chine, magnats du façonnage de ce bois, précieux mais brut, en objets artistiques raffinés et en... rose. Une activité qui contribue, d'une manière exceptionnelle, à l'essor de l'économie de la Chine. C'est-à-dire, au détriment de celles de l'Europe et surtout des Etats-Unis.

En tout cas, dans le but de charmer cette communauté internationale, dont la manne financière va booster – d'ici peu et par magie – les caisses de l'Etat pour permettre à nos grands manitous politiques de mener une vie de nababs au détriment de celle des malheureux citoyens, des ténors de l'Exécutif ont carrément gesticulé en public pour vociférer qu'ils vont, ici, « déclarer la guerre » contre ces trafics et, là, jeter dans des cachots noirs les auteurs de ceux-ci. Ainsi, une certaine presse a été invitée à jouer ce jeu machiavélique pour, d'une part, aligner des circonstances spécifiques de trafics, du genre « cinq camions pris en flagrant délit à Sambava » sans qu'aucune personne n'ait pour autant été appréhendée, ou, de l'autre, à divulguer des noms à mettre en pâture. Le tout, savamment dosé pour que les révélations fassent sensation...

« **Innocents aux mains sales** »

Or, les vrais acteurs de ces trafics de bois de rose ont été épargnés par ces séries de révélations. D'ailleurs, ces dernières ont été faites tout simplement pour pointer tous les doigts accusateurs sur des opérateurs réguliers dont les noms ont pourtant été portés, par cette presse complice, à la connaissance du grand public. Les vrais trafiquants de premier ordre, de leur côté, continuent à être inondés par des centaines de milliards d'Ariary ou des centaines de millions de dollars, sans être inquiétés le moins du monde. Pis, jusqu'à aujourd'hui, ils ne cessent de crier sur tous les toits bénéficier de la protection de la haute sphère de l'Etat, à l'instar de l'un des Conseillers à la Primature Beriziky, qui ils n'oublient point d'ailleurs de gratifier de cartons bourrés de liasses de billets verts, 10 000 ariary ou 100 dollars.

**Mais qui sont-ils ces... « innocents aux mains sales » ?** Les preuves sont là, têtues et révélatrices : **Thunam et son frère cadet, Tsong, d'Antalaha ; Jean-Pierre Laisoa dit Jaovato** toujours d'Antalaha, pour ne citer que ces trois « opérateurs » pour le moment. Les autres auront, d'ici peu, le grand plaisir de lire également leurs noms dans ces mêmes colonnes. Assortis des circonstances scandaleuses ayant entouré les crimes qu'ils ont perpétrés. Thunam et Tsong ont opéré au grand jour et sous les yeux amusés des autorités, civiles comme militaires, d'Antalaha et de Sambava. Autorités qui ont déjà reçu leurs pactoles magiques, à titre de prix de leur silence complice.

Ces deux « personnages » disposent même d'un port privé à Antalaha. Là où ils ont fait embarquer leurs milliers de tonnes de bois de rose sur des navires locaux, à charge pour ces derniers de rallier les gros porteurs chinois, en rade en pleine mer. Quant à Jaovato, rusé et de pierre tel son nom, il a fini par épuiser ses propres stocks de bois de rose, pourtant déjà répertoriés le plus officiellement par l'Etat et la Banque mondiale. Ce qui l'a contraint à se rabattre sur les stocks des autres pour la même fin. D'ailleurs, que demandent encore de plus les propriétaires de ces stocks à hauts risques ? Jaovato est déjà là pour mener la basse besogne à leurs places. Avec, à titre de cerise sur le gâteau, le prix de leurs biens en poche. Dans le mesquin but de cacher ses méfaits, l'homme s'est fait la vedette dans des actions sociales et humanitaires au bénéfice des citoyens malheureux d'Antalaha. Un véritable Samaritain ! Normal s'il s'y est fait élire député...

Maintenant, que toutes ces manipulations grotesques, médiatiques ou pas, cessent ! Si vraiment l'actuel régime a des coui..., qu'il s'attaque d'abord à ces trois grands magnats des trafics de bois de rose. On verra le reste après...

<http://www.matin.mg/?p=5453>

**Rolly Mercia**

**Bois de rose, la lettre de Madagascar Matin. Quelle lettre ? Celle qui a rendu FOUS les FOUZS.**

Publié le [24 juillet 2014](#)

**Les Messieurs du Bois De Rose**

Les loups sont bel et bien dans la place, le bois de rose aura été leur cheval de Troie. Hery Rajaonarimampianina se f... t-il de la gueule du monde ? En tout cas, le président de la nouvelle république semble prendre les Malgaches pour des lémuriens comme son fidèle conseiller Leloup Patrick les a traités auparavant de Babakoto. La « réunion » HVM n'a pas drainé du monde samedi malgré le grand tamtam orchestré sur un « meeting » de militants HVM au gymnase couvert de Mahamasina. On comprend les Tananariviens. Dans certaines circonstances on ne peut décentement pas s'aligner avec des ripoux ou des mafiosi. Etre présent au gymnase, pourrait être perçu comme une caution à un cartel mafieux et des patrons du trafic de bois de rose. Avant de quitter la primature, Jean Omer Beriziky aura au moins laissé une bombe, certes à retardement, mais une bombe quand même : La LISTE, la fameuse liste de noms, qui fait tout l'intérêt du dossier officiel sur le trafic de bois de rose. Il en a laissé un exemplaire au président élu qui, après son tonitruant discours d'investiture contre les corrompus et les trafiquants des richesses nationales au stade de Mahamasina, semble s'être dépêché d'enterrer une mine par trop anti-personnel pour ses hommes de confiance. Il y a de quoi.

Deux ministres, un sur la tribune et un autre au premier rang, puis un... « Karana » figurent dans la liste Beriziky mais ils ne s'en montrent pas gênés pour autant. Il est vrai que jusqu'ici, ils dorment la conscience tranquille. En attendant que le nouveau régime prenne ses responsabilités, que le nouveau Président honore ses promesses du 25 Janvier et lance une enquête judiciaire sur la base du dossier Beriziky, beaucoup du beau monde continuera à

caracoler dans l'actualité, politique, surtout. A titre d'exemple : Narson Rafidimanana, Coco pour les intimes, et ministre du commerce, que Mr Nazaraly n'hésite pas à qualifier de « *mon poulain dans ce gouvernement* », et d'un, et de deux, Anthelme Ramparany, qui est devenu entre-temps un ami intime de Sieur Coco et de Nazaraly, ministre de l'Environnement, de l'écologie et des forêts, qui a eu cette idée géniale de brûler les stocks de bois de rose pour qu'ils disparaissent à jamais, au profit de qui svp ?... Cerise sur le gâteau, le sieur Nazaraly, comme un « *karana* » de service, arbore la cravate bleue et la chemise blanche de ses amitiés politiques particulières. C'est bien la première fois qu'un « *Karana* » s'affiche en militant politique. Là aussi, il y a de quoi. Sa présence dans la LISTE ne fait que confirmer ce que tous les salons économiques savent. Nazaraly est souvent cité dans les affaires de bois de rose ou de blanchiment d'argent. Près de six mois, la moitié d'une année, rien n'évolue sur cette question...arboricole contre laquelle le gouvernement Beriziky s'est cassé les dents. On commence à comprendre pourquoi et comment. Le grand J.O.B. travaillait avec une équipe mangée des mites ou plutôt des termites d'une espèce spéciale qui s'alimentent sur l'imputrescible bois de rose. Intouchables et comme tous les intouchables, assurés de l'impunité, ils ne font plus montre de la moindre prudence et pavoisent au grand jour, affichant leurs relations.

Il y a des circonstances lors desquelles, la présomption d'innocence est une mauvaise blague qui insulte les citoyens. Ils sont dans la liste Beriziky et les voilà qui batifolent au milieu des hiérarques de la HVM, le futur parti présidentiel. On comprend alors que l'on n'ait jamais rendu public le dossier fourni par Jean Omer Beriziky. Et pourtant, rien qu'une simple convocation pour enquête pourrait suffire (pour un temps) à prouver que le discours d'investiture de Hery Rajaonarimampianina n'était pas du vent. Cela aurait permis aux « *présumés* » trafiquants de se défendre contre les « *rumeurs* » et prouver dans le prétoire ou sur la place publique qu'ils sont blancs comme neige, n'ont rien à voir avec cette « *sale affaire* » et de proclamer qu'ils sont victimes de diffamation. L'ouverture du dossier

aurait permis au président Rajaonarimampianina d'échapper aux graves suspicions de complicité. Pour l'instant, son régime se f...de la gueule du monde. Pire, de la gueule de ses électeurs à qui pendant la campagne électorale, l'on a promis monts et merveilles de la transparence, de la pureté des moeurs politiques, et de la lutte contre la corruption, de la bonne gouvernance enfin. Et que dire ce comité interministériel dont tous les membres civils sont des membres actifs du HVM. Il ne reste plus qu'à y intégrer RaBekonetaka (Rivo Rakotovao), un autre porte valise d'Eric Nazaraly sur les affaires douanières du temps où il était conseiller de Hery Rajaonarimampianina et la boucle est bouclée. La sagesse des nations est valable dans les circonstances. « *Dis-moi qui tu hantes et je te dirai ce que tu es !* ».

Mirado RASOLOFOMANANA

Sociologue

mirado.rasolofo@gmail.com

[http://www.madagate.com/images/pics/2013/07b/matin\\_boisderose.pdf](http://www.madagate.com/images/pics/2013/07b/matin_boisderose.pdf)

 1004369789.png

**Bois de rose. Enquête de la Banque Mondiale :** <https://mcmparis.wordpress.com/2014/06/19/bois-de-rose-qui-les-vendent-et-ou-vont-ils/>

 1004369789.png

## **Bois de rose. Madagascar sous surveillance internationale :**

<https://mcmparis.wordpress.com/2014/07/10/bois-de-rose-madagascar-sous-surveillance-internationale/>

 1004369789.png

### **Réunion CITES-Genève (9-11 Juillet 2014)**

**Fiasco total pour le ministre à Genève**

(La Gazette de Madagascar 14/07/14)



Le lancement de l'appel d'offres international pour la vente des stocks de bois de rose ne sera pas pour février 2015, contrairement à ce qui est inscrit dans le plan d'actions présenté la semaine dernière à Genève par Anthelme Ramparany, ministre de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts. Pire, le comité permanent de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) siégeant à Genève demande à la partie malagasy de revoir sa copie. Le plan d'actions présenté par le ministre est donc loin d'être satisfaisant. Le comité demande au pays de lui soumettre un nouveau plan d'utilisation des stocks pour examen avant le 31 décembre 2014. Il demande également à Madagascar d'accroître considérablement les mesures de lutte contre la fraude au niveau national et de renforcer sa coopération en matière de lutte contre la fraude au niveau international. Pour la société civile, une telle recommandation laisse entrevoir que le plan d'actions qui couvre tous les aspects de la lutte contre les trafics illicites, ne propose pas des mesures concrètes. Il ne reflète pas non plus la volonté de l'Etat malagasy de venir à bout de ces trafics étant donné que ce dernier pourrait très bien renforcer la lutte et obtenir de fortes amendes pour financer la mise en œuvre du plan. Mais il va encore tout quémander auprès des bailleurs de fonds.

Comme quoi, la CITES n'est pas dupe. Des experts du secteur estiment que si le ministre a défendu les dossiers élaborés en janvier et en mai 2014 par l'ancienne équipe du ministère qui maîtrise parfaitement le sujet, Madagascar n'aurait pas reçu la gifle de la semaine dernière à Genève. Mais le comité permanent de la CITES a convenu le 9 juillet dernier de demander à Madagascar de poursuivre ses efforts et de présenter un audit et un plan d'utilisation des stocks à la 66ème session du comité permanent prévue en août 2015. Comme quoi, il ne fait encore aucune allusion ni au mode de vente ni à la vente des stocks ni à un calendrier quelconque pour l'appel d'offres. Il demande d'ailleurs au pays d'étendre son quota d'exportation zéro jusqu'en août 2015. Bref, nos interlocuteurs parlent d'un résultat catastrophique de la mission du ministre à Genève. Et eux de souligner : « Dès le départ, cette mission aurait dû être axée uniquement sur la mise en œuvre de la déclaration d'embargo, le plan d'utilisation des bois saisis par l'Etat avant l'audit de la CITES, les dispositions pour arrêter les trafics illicites, la coopération avec les autres parties de la CITES. Cela veut dire que la mission n'aurait pas dû évoquer la programmation de la vente. Apparemment, le ministre a été mal conseillé dans cette affaire ».

Ces experts rappellent, en effet, que le processus pour inventorier, marquer et sécuriser les bois de rose ne pourra pas être bouclé avant février 2015. Il faut y ajouter la question comme quoi, ces stocks devront faire l'objet d'une décision judiciaire comme étant des bois saisis par l'Etat. En effet, des saisis abusifs ont été perpétrés par des éléments de la task force sous la transition. Sinon, nos interlocuteurs regrettent que le ministre ait parlé de carbonisation de bois de rose : « Croyez-vous qu'à Antalaha et là où il y a des stocks, les gens ne vont pas cacher et enterrer leurs rondins à l'annonce de cette mesure ? Des gens hauts placés, des techniciens, des autorités locales et régionales sont impliqués dans ces trafics et ne veulent en aucune façon qu'on carbonise leurs butins. Rappelons aussi qu'à chaque fois que des autorités parlent de vendre les bois de rose tout en annonçant un calendrier, comme c'était aussi le cas sous la transition, les exportations illicites explosent. Il faut prévoir les conséquences néfastes de telles déclarations ». A moins que ce ne soit voulu pour intensifier les trafics !

Fanjanarivo. <http://fr.africatime.com/madagascar/articles/bois-de-rose-fiasco-total-pour-le-ministre-geneve>

Forum Mouvance Ravalomanana.

Envoyé par: **MW** (Adresse IP journalisée)

Date: mar. 15 juillet 2014 04:31:01

**Rosewood and ebony – Madagascar – Outcome SC65: The Committee recommended that Madagascar extend its zero export quota for ebony/rosewood until August 2015 to avoid potential compliance measures in the future for the significant levels of illegal trade in these timber species.**

CITES-Genève.

 1004369789.png

**Pour le ministre Ramparany ce fut une réussite !!!**

Ses explications



[/ http://gasy.net/video/clip/69737/04-anthelme-ramparany.html](http://gasy.net/video/clip/69737/04-anthelme-ramparany.html)

 1004369789.png

**Bois de rose, le ministre est invité à Washington.**

09:00 – 24/07/14

Le ministre de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts Anthelme Ramparany est invité par le gouvernement américain au Sommet des leaders africains sur le trafic des espèces sauvages qui se tiendra à Washington le 4 août prochain

<http://www.moov.mg/>

 1004369789.png

**Bois de rose. Vol, meurtre et incompétence des autorités.**

Publié le [5 octobre 2014](#)

**Bois précieux – Course contre la montre pour sauver le bois de rose**

<:ARTICLE>\_04.10.2014 | 8:25 [Actualités](#), [Social](#)o

Madagascar tentera une seconde fois de convaincre le monde d'acheter légalement le stock de rondins de bois de rose saisis. Mais les obstacles à franchir restent nombreux.

L'atelier sur les visions et orientations de la gestion de la filière bois précieux à Madagascar, tenu à Ambatobe avait pris un air de grand déballage hier. « Si nous voulons sécuriser et assainir la filière bois de rose, il faut commencer à mener un grand coup de balai au niveau des autorités locales et responsables de parc. Je suis convaincu que les trafiquants ont été déjà informés de l'existence de cet atelier. Ils vont commencer à couper d'autres rondins de bois de rose et vont colorer les bois ordinaires pour remplir le nombre de rondins de bois de rose manquant », a lancé un membre de la communauté de base du district de Mananara Nord.

Un responsable au niveau de Madagascar National Park (MNP) a vite coupé court à cet appel. « Si nous nous attardons à dénoncer toutes les personnes impliquées de près ou de loin dans cette affaire, nous n'y arriverons jamais à mettre en place ce plan d'utilisation de bois précieux. à Mananara Nord, un employé du MNP a été assassiné en tentant de protéger la forêt. À Masoala, un hameau d'une cinquantaine d'âmes a vu le nombre de ses habitants multiplié par 40 en quelques mois. Des forces de l'ordre ont assisté sans bouger le petit doigt aux activités de ces milliers de nouveaux venus. Des personnes que vous croyez honnêtes ont été également impliquées directement ou indirectement dans ce trafic », a dévoilé le responsable.

Malgré cet appel, le déballage continue. « Le plan visant à carboniser les rondins de bois rose ne suit pas la procédure. Les rondins de bois de rose sont des bois de deuxième catégorie, interdits à la carbonisation et à l'incinération. La priorité consiste aussi à faire un inventaire physique du stock des bois saisis. Beaucoup de ces rondins saisis ont disparu », a suggéré un ingénieur forestier.

Les recommandations pleuvent ainsi pour tenter de mettre fin à ce trafic. « Il faudrait couler les bateaux continuant à transporter les rondins de bois de rose. Si nous effectuons cinq à six cas exemplaires, le trafic pourrait être atténué. D'ici trois mois, date prévue pour attendre la validation du plan d'utilisation et d'audit de ces rondins, nous allons perdre au moins le tiers de ces stocks. Le nombre des trafiquants pourrait tripler également après cet atelier », a avancé un participant. Actuellement les trafiquants ont également mis en place un nouveau système pour embarquer et débarquer une centaine de rondins de bois de rose dans un bateau en une dizaine de minutes au lieu de deux heures auparavant.

Malgré ces inquiétudes et interpellations, Marcellin Rabeantoandro, secrétaire général du ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, reste confiant. « Il faut soumettre ce plan à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction à la fin de l'année. Nous sommes prêts à faire face à tous ces risques en organisant cet atelier », a-t-il rassuré.

### Vonjy Radasimalala



### H. Rajaonarimampianina. Ajoutée le 13 juin 2014

Dia tsy misy mihitsy izany ny taratasy mikasika ireo na ilay nanondrana ireo bois de rose ireo ka dia ny fanjakana indray no tokony handoha ny sarany hiverenan'ireo entana any Madagasikara. Sa handefana delegasiona mafonja indray any ampita lavitra any « hanara-maso » ny fivarotana ? Fa filoha inona loatra re ity filoha malagasy vaovao voafidy ity e ?



**Eddy Maminirina**, un gros bonnet. <https://mcmparis.wordpress.com/2014/09/17/bois-de-rose-eddy-maminirina-un-gros-bonnet-qui-est-loin-detre-inquiete/>

1004369789.png

## Toujours et encore... Ils continuent

### Quatre gros-porteurs chargent du bois de rose



25.08.2014 | 8:12 [Actualités](#), [Faits divers](#)o

**Alors que le ministre de l'Environnement a annoncé mardi, qu'il n'y a plus d'embarquement illicite de bois de rose, quatre navires ont fait le plein ce weekend. Alerte au sein de la gendarmerie et de la société civile.**

Le trafic de bois de rose continue de plus belle dans le cap Masoala. Un chargement de rondins, au grand jour et à ciel ouvert sur le littoral de Mananara-Nord, a déclenché une alerte durant le weekend.

Les informations communiquées par les collectivités locales révèlent que, quatre gros-porteurs, battant pavillon étranger, ont depuis samedi, jeté l'ancre dans la plaque tournante du trafic de bois de rose, sur les côtes de Fanafenana et de Manambolosy, pour effectuer des chargements.

« Nous avons été alertés de cette situation. Le commandant de la compagnie territoriale de la gendarmerie à Mananara-Nord et ses éléments, ont déjà été envoyés sur place », lance le commandant de la circonscription interrégionale de la gendarmerie nationale à Toamasina.

Ce trafic dépassant l'entendement est confirmé par Alliance Voahary Gasy, une plateforme des organisations de la société civile malgache œuvrant pour l'environnement, qui a des points focaux et des informateurs sur place.

Des Africains seraient parmi les occupants de ces bateaux. Les trafiquants sont de mèche avec des Malgaches qui chargent le bois de rose à bord d'embarcation qui l'achemine jusqu'aux navires. Les rondins sont ensuite accrochés sur des grues, puis chargés à bord des gros-porteurs en deux temps trois mouvements.

### **Réseaux mafieux**

Tout ce bois précieux a été pillé dans les réserves naturelles du cap Masoala. Des dockers et des transporteurs sous la coupe de ce réseau mafieux, ont été payés pour les transporter.

« Une vingtaine de kilomètres sépare l'un des lieux de coupe de la plage, où les rondins étaient déposés. Notre camion Mercedes Benz 1513 double pont, pouvait transporter à chaque voyage une soixantaine de rondins. Pour faire ce trajet, nous avons été payés à raison d'un million d'ariary. Deux gendarmes étaient à chaque fois payés pour nous escorter. Ils percevaient 300 000 ariary pour chaque voyage », confie un jeune aide-chauffeur qui a déjà payé le prix fort, après s'est fait épingle dans ces pratiques illégales, fin 2013.

Les 24 et 25 mars, deux autres bateaux étrangers, baptisés MAJZOW et MUNEERA avaient déjà été aperçus au Sud de Mananara-Nord, dans la baie d'Antanambe, en train de faire le plein de bois de rose. Les trafiquants ont pu prendre le large sans avoir été inquiétés. Pour cette affaire naissante, l'arrestation de ces trafiquants suréquipés semble utopique. Aux dernières nouvelles, les gendarmes lancés à leurs trousses ont emprunté la voie terrestre faute de vedette rapide.

Cette reprise de l'exportation illicite de bois précieux fait fausse note à une déclaration que le ministre de l'Environnement, Anthelme Ramparany, a faite mardi, à l'agence de presse de l'Océan Indien dans le courant de ce mois, selon laquelle il n'y a plus d'embarquement illicite de bois de rose.

**Seth Andriamarohasina.** <http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/quatre-gros-porteurs-chargent-du-bois-de-rose-16378>

 1004369789.png

## **Filière bois précieux – Ramparany Anthelme doit rendre son devoir avant la fin de ce mois**

Afin d'atteindre l'objectif zéro stock de bois précieux, il importe de faire l'audit du plan d'utilisation des stocks. La convention de Cites (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), Cop 16 recommande cet audit afin de déterminer les stocks, conserver les bois, promouvoir la transparence de vente. La Cites insiste aussi sur l'audit des textes pour les statuts juridiques des stocks, et lutter contre le trafic. Madagascar doit soumettre avant la fin de ce mois le draft du plan d'utilisation et audits pour demande, avis et suggestions au niveau de la Cites. Avant fin novembre, le plan doit être soumis pour validation. D'ici fin décembre, la validation du plan d'utilisation et audit est attendue.

« L'audit permettra de commercialiser et d'exporter de façon formelle les bois précieux d'ici mai 2015 ou août 2015 » a souligné le secrétaire général du ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts Marcellin Rabeantoandro. Il continue « il y a déjà eu un plan soumis à la Cites en juillet dernier mais il doit être complété. En effet, la Cites veut avoir une garantie au préalable de la connaissance des stocks, des textes sur la commercialisation des bois précieux, de la sécurisation de ces bois ainsi que les législations ». Ainsi, le ministre de tutelle, Anthelme Ramparany, devra vérifier les stocks de bois déjà identifiés au niveau national et international. Il faudra également préciser les caractéristiques des stocks entre autres la localisation, le nombre, le poids, le volume,....

Un atelier sur les visions et orientations de la filière bois de rose et bois d'ébène à Madagascar s'est tenu hier à l'Olep Ambatobe. Les partenaires du ministère comme la Banque mondiale, fondation pour les aires protégées et biodiversité de Madagascar, World Conservation Society, Unesco, Usaid ont participé à cet atelier.

**D.H.R**

Écrit par D.H.R. Vendredi, 03 Octobre 2014 [http://www.laverite.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=2889:filiere-bois-precieux-ramparany-anthelme-doit-rendre-son-devoir-avant-la-fin-de-ce-mois&catid=4:conomie](http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=2889:filiere-bois-precieux-ramparany-anthelme-doit-rendre-son-devoir-avant-la-fin-de-ce-mois&catid=4:conomie)

 1004369789.png

### Ambassadeur Harald Gehrig: Choqué dans le Nord

Jeudi, 14 Août 2014 07:47

Le nouvel ambassadeur d'Allemagne, Harald Gehrig, a présenté hier ses lettres de créances au président Hery Rajaonarimampianina au palais d'Iavoloha. Mais arrivé dans l'île, il y a une semaine, il a eu l'occasion d'effectuer des visites dans certaines parties de Madagascar. Revenant mardi du Nord, il a tenu les propos suivants : « **J'étais dans le Nord et j'ai vu le bois qui n'existe plus. Cela m'a choqué...** C'est une bonne initiative d'interdire les coupes, afin de préserver la faune et la flore endémiques ». « Le bois qui n'existe plus » évoqué par Harald Gehrig, ce sont en premier lieu les forêts détruites par les cultures sur brûlis. Mais aussi par les coupes sombres réalisées par les trafiquants de bois de rose. **En beaucoup d'endroits, effectivement, et vues d'avion, les surfaces ravagées sont impressionnantes. Que fait le gouvernement pour stopper la destruction de nos forêts ? Pratiquement rien... Le ministre de tutelle se manifeste surtout dans les conférences organisées à l'étranger, et est invisible sur les sites dévastés des forêts. Voilà un comportement qu'il convient de rectifier...** En tout cas, l'Allemagne peut faire beaucoup pour la préservation de notre environnement et pour la lutte contre la déforestation. L'agence allemande de coopération dite GTZ œuvre en effet beaucoup dans la gestion durable de la biodiversité et dans la préservation des ressources naturelles. Après une parenthèse due au « coup d'Etat » de 2009, la GTZ devrait reprendre l'intégralité de ses prestations à Madagascar. L'arrivée de l'ambassadeur Harald Gehrig annonce d'ailleurs le redémarrage de la coopération germano-malgache sur de nouvelles bases. **A.R. La Gazette DGI**

 1004369789.png

## Madagascar's forests vanish to feed taste for rosewood in west and China

**As political instability since the 2009 coup revives the illegal logging trade, precious bois de rose trees are now hard to find**



An illegal logger fells a 300-400-year-old rosewood tree in Madagascar's Masoala national park, a Unesco world heritage site. Photo: Pascal Maitre/Cosmos/eyevine

Blood-red sawdust coats every surface in the small carpentry workshop, where Primo Jean Besy is at the lathe fashioning vases out of ruby-coloured logs.

Besy and his father are small-scale carpenters in Antalaha in north-east [Madagascar](#), and are taking advantage of a recent resurgence in demand for wood from the bois de rose tree, prized for the extraordinary coloured streaks that weave through its centre.

« It's easy to sell because the wood is so famous, » said Besy, whose skin glistens with red powder. « People from [the capital] Antananarivo come here [to buy goods]. They like it because they can sell it to foreigners. »

The father and son pair are just the tip of the booming trade in bois de rose, one of the world's rarest trees, even though the [logging and export of rosewood from Madagascar is banned](#).

The wood is being smuggled out of Madagascar at an alarming rate, said Randrianasolo Eliahevitra, regional director of the church-based development organisation [SAF/EJKM](#). « People are afraid to talk [about who is behind the smuggling], » said Eliahevitra, adding that he feared for his life if he named any of those responsible.

He said continuing political instability in Madagascar, a country reeling in poverty after four years of military rule and crippling economic sanctions, allowed the multimillion-dollar industry to flourish.

« At this time we don't have yet a legal government, so everyone is taking advantage of the situation and they are doing what they want, » Eliahevitra said.

In the village of Cap Est, a nine-hour journey from Antalaha along a sandy coastal track interrupted by wide rivers, which motorbikes and 4x4s have to cross by precariously straddling canoes, residents say the once tiny fishing community is almost unrecognisable. Deep muddy troughs made by the constant convoys of pick-up trucks line the sandy path that cuts through the smattering of small wooden houses; crates of beer, sacks of rice and mattresses stream in on a daily basis.

Anita, 22, who is too afraid to give her real name, moved here two months ago. « It's all because of the bois de rose, » she said, sitting in front of a table laden with cigarettes, bottles of beer and batteries that she sells. Cap Est has become the unofficial smuggling capital, and thousands of people have descended on the village to take advantage of trading opportunities. « Business is booming here, » said Anita.

It is not hard to find men who have recently come back from bois de rose foraging expeditions in the forests.

« After I found out how much money you can get, that's when I started logging, » said Randeon, 22, who also did not want to give his full name. He joined a logging team in April. He said he had to walk for two days deep into the forest before even seeing one tree big enough to cut, claiming there are at least « 1,000 men » doing the same thing.

Jam Lamouche, 34, has been in the bois de rose trade for more than 10 years, and employs 20 loggers. « From October, the business has boomed, » he said, explaining each man gets 3,000 Malagasy ariary (£0.81) for every kilo of wood they log, while he gets 2,000 ariary. « Yes, we are making money, » he said with a smile.

Lorries weighed down with rosewood logs make their way to the port day and night, where they are loaded on to boats in full public view. « The final destination is China, » claimed Guy Suzon Ramangason, director general of [Madagascar National Parks](#) (MNP), the state body tasked with managing the country's protected areas. He said the government was aware of the problem but had failed to intervene, allowing the illicit industry to flourish.

« There is a network of *mafiosi* of bois de rose, » he said. « Money in this type of network is very, very powerful. » He said the wood was first shipped to intermediary countries, where false papers were drawn up legalising the cargo. « But we have no proof, » he added.

The illegal logging and smuggling of bois de rose in the Masoala and Marojejy national parks in the country's north-east exploded after the coup in 2009. An investigation by two non-governmental organisations, [Global Witness](#) and the Washington-based Environmental Investigation Agency, documented the illegal harvesting and

trafficking of the wood, destined mainly for China. In addition, [the US guitar manufacturer Gibson reached a settlement over claims it had used illegally sourced Madagascan bois de rose.](#)

The transitional government reinstated a ban in early 2010 and all seemingly went quiet until the runup to the first round of presidential elections this October, when rumours spread of a bois de rose revival. An internal MNP report documenting the movement of bois de rose for November concluded that trafficking had almost returned to 2009 levels.

Mamonjy Ramamonjisoa, from the ministry of environment and forests in Antalaha, said everyone knew what was going on but « they close their mouths and they close their eyes ». But while carpenters, loggers and smugglers are profiting, the precious bois de rose is rapidly vanishing from the island.

In 2009, up to £300,000 worth of bois de rose was being shipped out of Madagascar each day. There are no figures for the levels it has reached today but Ramangason said that from what he had heard, it was « worse than in 2009”.

« If we don't take measures to reduce this phenomenon then maybe after 20-25 years it will be disastrous, » said SAF/FJKM's Eliahevitra.

*Additional reporting by Iloniaina Alain Rakotondravony*

<http://www.theguardian.com/world/2013/dec/23/madagascar-illegal-logging-rosewood-smuggling>

 1004369789.png

**Pour arreter l'exploitation illicite de nos bois... Les gendarmes.**

## Madagascar: Corruption – La gendarmerie en tête, selon CAJAC

Le Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC) de Transparency International a présenté son rapport d'activités, hier au Café de la Gare. Ce centre offre plus d'opportunités aux citoyens à dénoncer les cas d'abus ou de corruption dont ils étaient victimes. Selon un des responsables du CAJAC, Rakotondrasoa Landy, lors d'une enquête que ce centre a menée sur la corruption, **la gendarmerie nationale vient en tête, suivie par le tribunal, l'éducation publique, la police nationale et le service foncier.**

Représailles. Toujours d'après ce responsable, les gens hésitent à porter plainte, du fait qu'ils ont peur des représailles. En un mot, ils n'ont pas confiance à l'administration. Toujours est-il que la plupart des gens qui consultent le CAJAC sont des paysans et des gens qui excellent dans les petits métiers. Dans tous les cas, ce centre entend mener une campagne de sensibilisation pour les inciter à dénoncer toute forme de corruption. Notons que les conseils et l'assistance juridique du CAJAC sont gratuits.

Par Dominique R. [http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2014/10/04/corruption-gendarmerie-en-tete-selon-cajac/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=corruption-gendarmerie-en-tete-selon-cajac](http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2014/10/04/corruption-gendarmerie-en-tete-selon-cajac/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=corruption-gendarmerie-en-tete-selon-cajac)



**ETAT DE DROIT ? NON. UN PAYS DIRIGE PAR DES MAFFIEUX.**

LES GENDARMES POINTES DU DOIGT (pourtant protecteurs de nos biens et des populations). CE N'EST PAS UNE BLAGUE ET LES CITOYENS NE SONT PAS DUPES, NI AVEUGLES. MAIS TOUS LES MINISTERES SONT TOUCHES, DONT LA JUSTICE, L'EDUCATION NATIONALE, LE DOMAINE FONCIER... TOUS POURRIS EN SOMME.

AU CHOIX : RIRE OU PLEURER

**Une opération de gendarmerie de grande ampleur est en cours depuis hier dans le Nord-Est de Madagascar.** De nombreux militaires sont déployés sur le terrain pour arrêter en flagrance l'exportation illicite de plusieurs tonnes de bois précieux vers un bateau suspect stationné au large des côtes, dans la région de Sava. Des pirogues et autres embarcations se relaient depuis la terre ferme pour approvisionner le navire en mer. Le bois de rose, espèce protégée et menacée d'extinction, est au cœur d'un trafic prohibé à destination de l'Asie, malgré l'interdiction d'abattage et d'exportation par décret, promulgué en 2010. Les trafiquants exploitent un juteux marché parallèle où le kilo de bois précieux se négocie à 500 dollars (377 euros).

Jeudi 27 Décembre 2012 – 09:33

Fabrice François

[http://www.zinfos974.com/Madagascar-Vaste-operation-de-gendarmerie-contre-le-traffic-illicite-de-bois-rose\\_a51227.html](http://www.zinfos974.com/Madagascar-Vaste-operation-de-gendarmerie-contre-le-traffic-illicite-de-bois-rose_a51227.html)

Nos gendarmes, des bonnets d'âne... <https://mcmparis.wordpress.com/>

 1004369789.png

## Zafy Albert.

**Madagascar : le président Rajoelina mis en cause dans l'affaire du bois de rose**



Publié le 15-04-2012 Madagascar : le président Rajoelina mis en cause dans l'affaire du bois de rose

Par [RFI](#)

-  [Madagascar](#)

C'est une exclusivité RFI : la révélation de lettres confidentielles qui ordonnent le limogage du ministre de l'Environnement. Joseph Randriamiarisoa a été limogé le 13 avril, au motif de sa mauvaise gestion des « affaires de bois de rose ». Comme le veut la procédure, le nouveau ministre doit être issu de la même mouvance politique que son prédécesseur. C'est donc Albert Zafy, qui est sollicité. Sa réponse, écrite, est sans ambiguïté. Albert Zafy accuse le président Andry Rajoelina d'être lui-même un mafieux, preuves à l'appui.

Lorsque le Premier ministre, Omer Beriziky, demande par écrit au chef de la mouvance Albert Zafy, de donner une liste de remplaçants au ministre de l'Environnement, Albert Zafy, ancien président de la République, fait la réponse suivante datée du 8 avril et signée de sa main :

*« Il faut remplacer en premier Mr Andry Nirina Rajoelina. Mr Andry Rajoelina, c'est l'art de l'usurpation, (...) l'art de la corruption, (...), l'art des magouilles. Au vu de la pratique mafieuse de Mr Andry Nirina Rajoelina (...) concernant le motif de remplacement [du ministre, ], quelle ironie !!! Même la communauté internationale est au courant que Mr Andry Nirina Rajoelina (...) est impliqué dans des affaires de bois de rose : des enquêtes fiables (...) en fournissent des preuves irréfutables ».*

Albert Zafy, sur ce point, fait référence à un documentaire allemand. Dans ce documentaire, des trafiquants chinois affirment être en lien avec Andry Rajoelina, mais le film ne montre, aucune preuve matérielle.

Depuis plusieurs mois, l'ancien président Albert Zafy s'est retiré du processus de sortie de crise. Albert Zafy a renié les ministres du gouvernement d'union nationale, issu de sa mouvance.

[RFI. 15/04/2012.](#)

 1004369789.png

## Bas les masques : Andry Rajoelina active le trafic de bois de rose

BLOG (JEAN OMER BERIZIKY)

<https://jomerberizky.wordpress.com/2013/07/24/bas-les-masques-andry-rajoelina-active-le-traffic-de-bois-de-rose/>

 1004369789.png

**Mme Voahirana anabavin'i Andry Rajoelina no mpanondrana Bois de Rose hoy ny Kol Charles !**

[7/01/2011. My Dago.](#)

 1004369789.png

**TV Plus. INVITE DU ZOMA : LAISOA JAOVATO**

**24 OCTOBRE 2014**



1004369789.png

Grande gueule

## Jaovato peut se permettre



**Vendredi dernier, tout au long de l'émission « Invité du Zoma » d'Onitiana Realy, le député d'Antalaha Jean Pierre Laisoa alias Jaovato a fait étalage d'une arrogance telle que le ton de suffisance qu'il avait adopté n'a échappé à personne. Pour ne pas irriter la susceptibilité des uns et des autres, et surtout sans aucune intention d'insulter qui que ce soit, nous tenons à préciser que la locution nominale « grande gueule » est ici tout juste employée avec pour indiquer une « Personne qui parle haut et fort [Familier]. Synonyme [gueulard]. Et le dictionnaire de l'argot ajoute aussi : « être très bavard, fanfaron ».**

Tous les téléspectateurs de toute l'île et du reste du monde ont eu droit à cette scandaleuse prestation d'un habile bonimenteur qui, tout compte fait, ne sait pas mentir.

Implicitement dans ses déclarations sur ce qu'il désigne comme étant des « exportations clandestins » (textuellement, c'est ce qu'il avait prononcé) dans cet entretien très croustillant chaque fois qu'il était question des trafics des bois de rose, avec l'ambition déterminée de « s'exprimer devant le peuple malgache », ce parlementaire reconnaissait le contraire des affirmations qu'il niait quelques instants plus tôt. Avec des pirouettes dialectiques et en jouant sur les mots à propos de ses relations avec le parti HVM, celui qui préfère vouloir

«reculer pour mieux sauter » et montrer avec insolence ses signes extérieurs de richesse, n'a pas hésité à affirmer qu'il ne sacrifiera pas ses biens parce que le peuple est dans une situation de précarité. Il n'a pas hésité à affirmer que la location d'un Boeing et « le fait d'être un riche n'est pas un péché... ». Futé comme il était en parlant de l'argent sale qui tourne au sein de l'Assemblée nationale, il a dit bien qu'« il n'ose pas se prononcer là-dessus » tout en révélant l'existence de 109 signatures, des preuves tangibles et des documents jusqu'à exiger d'Onitiana les justifications sur ce que celle-ci avait avancé.

Dans sa roublardise, le député montre du doigt le Mapar et ses pairs en l'absence de mesures d'accompagnement sur l'éventualité d'une motion de censure, alors qu'en réalité les risques d'un chamboulement du Bureau Permanent dont il fait partie, ont pesé très lourd sur le volte te-face de Jaovato et compagnie... Leur sort et leurs confortables avantages sont liés de fait à celui du Premier ministre et du gouvernement tout entier. Ceci explique cela !

Il avait drôlement raison de claironner haut et fort qu'il n'a jamais été trempé dans ces exportations prohibées. Exerçant officiellement la profession d'exploitant forestier, il était à même de tourner en bourrique n'importe quel journaliste, magistrat et fonctionnaire connaissant très mal ce métier régi par des séries de textes législatifs qui se contredisent entre elles à cause de la bêtise cancre de décideurs étatiques qui confondent intentionnellement les intérêts privés et les intérêts publics. Sous le couvert de la classification « toutes essences confondues » et les utilisations des « prête-noms » et les exportations déclarées de « palissandres » et les effets pervers des divers décrets scélérats en dénonçant les carences de l'Etat, de l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (Angap), sous la toge de parlementaire, ce fieffé mystificateur est arrivé à écarter les fortes présomptions qui pèsent sur sa personne depuis l'an 2000. Avouant pertinemment dans la foulée qu'il est « normal » que lui et la minorité de profiteurs de son espèce, tirent profit de la sorte des richesses nationales que l'on devait pourtant exploiter de manière « rationnelle et équitable », en principe conformément au préambule de la loi fondamentale. Pour preuve, ledit Jaovato avait même agité sous le nez d'Onitiana Realy la Constitution elle-même pour faire comprendre à tous que les lois de ce pays sont au service des voleurs, des trafiquants, des pilleurs et de tous les dahalo de brousse ou des bureaux cossus de la capitale.

Il n'y a pas de quoi s'étonner par la suite, si Jean Pierre Laisoa a eu le culot de pérorer, hautain avec orgueil, qu'il a le droit d'être riche sans toutefois s'étendre ou entrer dans les détails des circonstances bonnes ou mauvaises qui ont fait de lui un homme fortuné (mpanakarena). Il semble avoir oublié que depuis l'âge d'or des trafics désastreux de la vanille et des giroflles, l'exploitant forestier qu'il a été, a déjà été trempé dans une affaire sulfureuse et a échappé de justesse à des peines de prison. Le magistrat en charge du dossier a subi des pressions émanant d'une personne proche du pouvoir, ridiculisé et démis de ses fonctions. Mais le dossier en question existe toujours.

C'est dans de pareilles conditions et à cause surtout des individus sans scrupules et cyniques comme Jaovato qui usent de la corruption pour nager dans l'impunité profitant de la cécité morale de quelques hommes du pouvoir, que selon le constat pertinent du nouveau Président de la République, « le peuple malgache n'a jamais été aussi démuné (...) car depuis trop longtemps, l'autorité de l'Etat est bafouée, sapée, privatisée au préjudice des plus vulnérables et des plus humbles ».

Ce n'est pas parce qu'il s'est farci une émission à vocation de détergent pour lessiver sa réputation que ce député au passé chargé et qui se présente comme étant « un des premiers à soutenir » « la groupe HVM » (sic) pour impressionner le monde entier, qu'un arriviste pur et dur peut croire pour autant que le public est dupe. Son plus grand tort, c'est d'avoir osé demander à toute une population déjà suffisamment « démunie » de « patienter » encore et toujours, et croupir dans la paupérisation pendant que lui et plus de 100 élus du peuple, sans vergogne, ils vivent aux frais de la princesse, perçoivent tous les avantages de leurs fonctions avec comme bonus les retombées des valse parlementaires au rythme des motions de censure bidonnées.

Quel honte ! Il est vrai que le ridicule ne tue plus... Oser se comporter de la sorte et changer de comportements civiques pour s'abaisser à se vendre pour la ridicule somme de 500.000Ar, démontre aux yeux du reste du monde que réellement les locataires de Tsimbazaza ne valent pas mieux que leurs voisins qui doivent se contenter d'une banane.

[La Nation.](#)



10/01/2015. Trafic de bois de rose

## Un membre du gouvernement cité



**Un bateau qui était au large de la côte de Mananara Nord s'apprêtait, en fin du mois de décembre dernier, à embarquer plusieurs tonnes de bois de rose. Une cargaison de plusieurs tonnes de bois avait été prévue pour une exportation vers la Chine. Mais le complot a été découvert par les autorités locales. Ces dernières n'étaient pas restées insensibles et montent une opération pour déjouer le complot des trafiquants. Un raid, appuyé par un hélicoptère dépêché depuis Toamasina, a été mené pour intercepter le bateau. Résultat :**

le navire a été immobilisé en haute mer, sous haute surveillance héliportée. Le trafic aurait été donc déjoué, mais une intervention d'un haut responsable au sein du gouvernement a capoté l'opération contre les trafiquants. **Alors que l'équipage chinois du bateau s'apprêtait à se rendre, l'ordre tombait de plus haut pour libérer le navire et son équipage.** L'hélicoptère et les éléments du raid maritime sont obligés d'abandonner la mission et de rebrousser chemin. Ils sont rentrés bredouilles. Un haut responsable du gouvernement, selon de sources au courant du dossier, aurait ensuite téléphoné, ce jour-là, à un autre membre du gouvernement pour lui arranger le départ de la cargaison de bois de rose.

A l'égard de ce cas qui s'est déroulé récemment à Mananara Nord, les rumeurs sur la participation de certains membres du gouvernement et d'autres autorités politiques très hauts placés dans les trafics de bois rose semblent se justifier. Ils ne sont pas épargnés par les confidences et les indiscretions qui leur suspectent comme étant les cerveaux des trafics de bois précieux. **Quelques noms de personnalités hautement placées reviennent toujours en coulisse derrière ce trafic qui pille les richesses naturelles du pays.** Jusqu'à présent la stratégie mise en place par le nouveau régime pour combattre ce fléau est inefficace. Aucune tête de gros bonnets n'est jamais tombé.

[La Nation](#) .

 1004369789.png

**Commerce de bois précieux**

**250 pièces de palissandre saisies à Mahajanga**

jeudi 15 janvier 2015



Il n'y a pas que le bois de rose qui soit l'objet de mesures spécifiques d'interdiction et dont l'exploitation et la vente soient régies par la convention internationale sur le commerce des espèces en danger (CITES) ; le palissandre lui aussi est sous CITES. Ainsi, la Direction régionale de l'Environnement et des forêts, conduite par Josette Evelyne Rakotoarimanana, a procédé à la saisie des cargaisons de palissandre de deux boutres au port de Mahajanga ce 10 janvier 2015. Les lots de palissandre, composés pour l'instant de 250 pièces, provenaient du district de Besalampy, région Melaky ; ils sont actuellement entreposés dans l'enceinte des locaux de la Direction régionale de l'Environnement à Mahajanga. Un troisième boutre qui transportait des marchandises identiques, a échoué dans les environs de Belobaka en raison du mauvais temps mais les bois précieux ont disparu et les investigations se poursuivent, déclare Josette Evelyne Rakotoarimanana.

**Recueilli par Bill**

**Sources : Service Communication de la Région Boeny**

 1004369789.png

## Rajoelina, le bois qui saigne.

« Merci à Valé, qui signale ce dossier qui vient de paraître sur le site du monde.fr, dénonçant le trafic de bois de rose entre Madagascar et la Chine. On sait bien, ici, que **Rajoelina**, le précédent président (coup d'état 2009/élections 2013), s'en est mis plein les poches avec ce pillage, qui défigure et appauvrit les forêts du pays.

Vous vous souvenez qu'il avait par exemple profité l'an dernier des vacances de Noël pour annoncer une dépenalisation de la vente de ce bois précieux, et à Antalaha, tous les hommes du pays, paysans et agriculteurs, avaient abandonné leur tâche pour s'enfoncer dans les forêts et les dévaster... Et pendant que les bois se vidaient de leurs plus belles essence, les étalages des marchés n'avaient plus rien à offrir, ni poisson, ni fruit, ni légume, à ses habitants déjà malnutris ». (<https://lalagardener.wordpress.com/>)

[http://www.lemonde.fr/planete/visuel/2015/01/24/ecocide-episode-1-le-bois-qui-saigne\\_4527270\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/visuel/2015/01/24/ecocide-episode-1-le-bois-qui-saigne_4527270_3244.html)

## Bolabola, le bois qui saigne

LE MONDE | 24.01.2015 à 11h24 • Mis à jour le 26.01.2015 à 10h19 | Par [Laurence Caramel](#) (envoyée spéciale à Madagascar et Xianyou ( Chine))



A l'entrée du village d'Antanandavehely, une femme qui travaille pour le compte des « barons » du bois de rose procède à la pesée des troncs qui seront ensuite acheminés vers la côte. | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU/POUR LE MONDE'

Une journée de pillage ordinaire s'achève à Antanandavehely, paisible village accroché au flanc oriental de la péninsule de Masoala, la plus grande aire naturelle protégée de [Madagascar](#), dans le nord-est de la grande île de l'océan Indien. La nuit tombe en contrebas sur le fleuve encore écrasé de soleil et les derniers radeaux chargés de bois de rose se pressent sur les berges assoupies. Elles n'attendent que le retour des hommes pour [retrouver](#) une atmosphère de fête, les effluves de bière, les [jeux](#) de dés et le [rire](#) des prostituées.

Lire aussi : [Sur la piste des mafias du crime écologique](#)

Au milieu des troncs aux reflets rouge sang et des visages sombres aux traits tirés par la fatigue, Blandine contrôle la pesée sur une antique balance. Sac à main rempli de billets sous le bras, la jeune femme, parée de bijoux et d'une petite robe noire, est l'intermédiaire des « barons » de la côte. Elle offre cent euros pour un rondin de deux mètres et de 120 kg en moyenne. Une fortune dans ce pays de misère.

Le bois de rose, outre l'étrange couleur et la senteur florale qui lui donnent son nom, possède une texture d'une pureté et d'une densité qui en font l'un des bois précieux et les plus convoités par la [Chine](#), où les rêves des nouveaux riches n'ont pas de prix. À Shanghai ou à Pékin, [déboursier](#) quelques centaines de milliers de dollars pour [dormir](#) dans la réplique d'un lit des empereurs Ming ou Qing n'a rien d'incongru. C'est même devenu depuis quelques années une fantaisie très prisée.

À ce tarif, à Madagascar comme en Chine, les volontaires ne manquent pas pour [piller](#) les forêts classées au patrimoine mondial de l'Unesco et [acheminer](#) les rondins par containers entiers jusqu'aux portes de la deuxième économie mondiale, en empruntant les circuits bien huilés de la corruption.

Des ruelles misérables d'Antanandavehely à la prospère Xianyou, une ville nouvelle d'un million d'habitants de la province méridionale de Fujian, nous avons suivi l'une de ces routes dont les escales passent par l'île de Zanzibar ([Tanzanie](#)), le port de Mombasa au [Kenya](#) et Hongkong. Il en existe d'autres mais celle-ci est probablement l'une des plus importantes de ce réseau de destruction organisée, dont les ramifications plongent dans les plus hautes sphères de l'administration et du [pouvoir politique](#) malgache. À Madagascar, personne n'ignore l'existence de la « bolabolacratie » : elle désigne cette caste de trafiquants du bolabola – le bois de rose en malgache – qui possède le pouvoir et l'argent. Ex-ministres, députés, hauts fonctionnaires, entrepreneurs... Ils sont souvent issus de vieilles familles chinoises installées au XX<sup>e</sup> siècle pour la construction du chemin de fer. Le nom de la plupart d'entre eux est connu. Les journalistes, au risque d'être emprisonnés comme deux d'entre eux en ont fait l'expérience en juillet 2014, dénoncent leurs méfaits depuis plusieurs années. Mais aucun baron n'a jamais été inquiété.

## « On attend toujours les arrestations »

En février 2014, à peine élu, le nouveau chef de l'Etat, Hery Rajaonarimampianina, avait promis de « *diriger personnellement le combat contre le trafic de bois de rose* ». Sa déclaration est restée sans effets. Le premier ministre sortant, Omer Beriziky, avait pourtant pris soin, en quittant son poste, de lui [transmettre](#) une liste – publiée depuis par la *Tribune de Madagascar* – de quelques trafiquants notoires en l'enjoignant d'user de la légitimité de son nouveau pouvoir, pour [engager](#) des poursuites. « *On attend toujours les arrestations* », constate Andry Andriamanga, coordinateur de l'Alliance Voahary Gasy, qui regroupe des ONG environnementales. Que valent les engagements de celui qui fut pendant cinq ans, de 2009 à 2013, le ministre des [finances](#) d'Andry Rajoelina, parvenu à la tête du pays après un coup d'Etat ? C'est pendant cette période dite « de transition » que la contrebande a explosé.

La nomination au poste de ministre de l'environnement d'Anthelme Ramparany, proche d'un des principaux opérateurs « historiques » du bois de rose, le député Jean-Pierre Laisoa, propriétaire de la bien nommée société « Belrose », a ajouté aux doutes. Le ministre n'aura pas eu le temps de [faire](#) mentir les rumeurs. Le gouvernement a été démissionné le 12 janvier.

À plus de 900 kilomètres de la capitale Antananarivo, loin des révolutions de palais, les trafiquants installés dans le parc de Masoala ne craignent rien. Dans sa petite case familiale qui fait aussi office de bureau, Eric Mbita, le chef de la communauté d'Antanandavehely, avoue sans se faire [prier](#) qu'à côté du riz, de la vanille, des girofles et du café, [ses](#) semblables vivent surtout de « *la chose* [les troncs coupés du bois de rose] *qu'on ne devrait pas voir au soleil*. » En cinq ans, la [population](#) du village est passée de 1 200 à 1 800 âmes, grâce à l'afflux de migrants venus de la côte [vendre](#) leurs [services](#) aux commanditaires du trafic, [monter](#) un petit commerce alimentaire ou des bazars remplis de produits « *made in China* ». « *Quand les hommes reviennent du parc, ils ont besoin d'un lit et d'un repas* », explique ce père de quatre enfants dont le temps se partage entre son travail de catéchiste et la petite épicerie qu'il a ouverte avec son frère.



Sur une rive de la rivière Iagnobé près du village d'Antanandavehely, des hommes cachent dans le sable des troncs de bois de rose coupés illégalement dans le parc national de Masoala. | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU POUR LE MONDE

Le village est situé à un endroit stratégique. Au bord de la rivière Iagnobe, qui prend sa source en amont dans les terres granitiques du Masoala, il permet de [contrôler](#) le bois qui est évacué sur des radeaux bricolés avec de grosses chambres à air de camion. Aucune grume ne franchit ce verrou avant d'y [avoir](#) été débarquée, pesée voire stockée pendant de longues semaines, dans des cavités creusées dans la terre puis refermées pour les [soustraire](#) aux regards indiscrets. Il faut ensuite cinq heures de pirogue pour [rejoindre](#) l'océan. Jean-Denis, un grand costaud d'une vingtaine d'années, veille sur le butin : « *La nuit, je ne dors pas et j'ai un pistolet pour les voleurs* », plastronne-t-il en montrant sa hutte confectionnée de grandes feuilles sombres de l'arbre du voyageur, où il vit avec sa fiancée. Il reçoit pour sa peine 25 000 ariary par jour (environ 8 euros), près de trois fois plus que ce que gagne un travailleur agricole. Pour [tirer](#) le bois du lieu de coupe jusqu'à la rivière, c'est 15 000 ariary la journée ; [conduire](#) à bon port les grumes arrimées au radeau sans qu'elles ne se brisent dans les rapides, 40 000 ariary par pièce... À chaque tâche son salaire.

Les forçats du trafic de bois de rose ne deviennent jamais riches. Juste un peu moins pauvres. Même l'instituteur, avec son maillot de foot de Chelsea et son sifflet autour du cou, va faire un tour dans le parc quand il n'a pas classe. Les 700 000 ariary et les quatre sacs de riz qu'il reçoit comme traitement annuel pour s'occuper d'une centaine d'enfants y sont bien plus vite gagnés. « *Avec l'argent du bois, nous achetons des vêtements, des tôles, des zébus et tout ce dont nous avons besoin. Sans lui, nous ne pourrions pas* », se justifie-t-il devant un café et une purée d'igname. Environ 100 000 personnes vivent autour de l'aire protégée que l'Unesco a déclarée en péril dès 2010. Le trafic du bolabola est devenu leur principale source de revenus. Même s'il faut [pénétrer](#) toujours plus loin à l'intérieur du sanctuaire.

## « Les grands arbres ont disparu »

La ruée vers les précieux troncs au cœur de sang ne laisse pas derrière elle des images de forêts dévastées, comme en provoque l'avancée des plantations de palmiers à huile en Asie ou, ici, celle du *tavi* – la [culture](#) sur brûlis – pratiquée sur les versants pour [gagner](#) des terres arables devenues trop rares. Elle s'insinue dans les profondeurs de la forêt, prélevant quelques pieds – un ou deux à l'hectare – visibles des seuls yeux experts.

Mais petit à petit, elle sape l'équilibre de ces forêts humides dont il n'existe pas d'équivalent dans la ceinture tropicale. « *Pour [sortir](#) un arbre, il faut [couper](#) ceux qui sont autour avec leurs cortèges de lianes et autres plantes inféodées, [tracer](#) une route jusqu'à la rivière. Dans un second temps, ces sentiers ouvrent la voie à d'autres trafics. Comme celui des pierres précieuses dont le sous-sol de Madagascar est si généreux* », explique Aro Vonjy Ramarosandratana, le chef du département de botanique de la Faculté des [sciences](#) d'Antananarivo. Cet universitaire est également responsable de l'autorité scientifique de la Cites, la Convention sur le commerce [international](#) des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. À [partir](#) d'images satellites et de missions de terrain financées par la coopération norvégienne, ses équipes ont réalisé un inventaire dans huit sites sensibles.

Pour des raisons de sécurité, Masoala n'a pu [être](#) visité. Le verdict est sans équivoque : « *En dehors des parcs, il n'existe plus de grands arbres capables de [donner](#) des graines et donc de se [reproduire](#). À l'intérieur, il ne reste que des troncs d'une vingtaine de centimètres de diamètre. Pour [atteindre](#) cette taille, il faut quarante à cinquante ans. Tous les grands arbres ont disparu* », déplore M. Ramarosandratana. En mars 2013, son travail a servi de référence pour le classement des 48 espèces connues de dalbergia de Madagascar auxquelles appartiennent les bois de rose. Les ébènes également convoitées par les trafiquants ont aussi été classées parmi les espèces protégées. Depuis cette date, le commerce des bois précieux, déjà interdit par la loi malgache, se double d'un embargo international. Celui-ci ne pourra être levé que lorsque le gouvernement aura présenté un plan d'action jugé crédible par les 180 pays signataires de la convention. En août 2014, en dépit des demandes insistantes des autorités malgaches, l'embargo a été prolongé d'un an.

Sur le port d'Antalaha, petite ville proche du parc réputée pour être la capitale mondiale de la vanille mais aussi fief des opérateurs historiques du bois de rose, 300 troncs saisis sèchent au soleil sous les fenêtres des douanes. Un peu plus loin, dans la cour de l'Office régional de l'environnement et des forêts, le butin se compte en milliers de grumes. En 2011, après la publication d'un rapport accablant réalisé par les ONG anglo-saxonnes Environmental Investigation Agency (EIA) et Global Witness, le gouvernement, sous la pression internationale, avait adopté une ordonnance menaçant de peines de deux à cinq ans de prison et de lourdes amendes tous ceux qui prendraient part à l'exploitation et à l'exportation des bois précieux. De vastes opérations de saisie ont été organisées mais, au final, l'ordonnance n'a jamais été appliquée. Selon des chiffres officiels, impossibles à [vérifier](#), 350 000 rondins auraient été mis sous séquestre dans les bâtiments officiels, les locaux des opérateurs et parfois en pleine forêt faute de pouvoir être déplacés. Depuis, une partie de ces stocks a été volée, une autre a été vendue avec la complicité des autorités douanières avant d'être souvent remplacée plusieurs fois par du bois fraîchement coupé.



Une fois coupé, le bois de rose est évacué du parc de Masoala sur des radeaux fabriqués avec des chambres à air de camion | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU POUR LE MONDE'

Pour sortir de cet imbroglio au cœur du système de blanchiment du bois illégal, la Banque mondiale, qui essaie, jusqu'à présent sans succès, de faire pression sur les autorités malgaches, a appelé à la rescousse des consultants internationaux. Plusieurs études ont été commandées pour [ouvrir](#) la voie à un audit des stocks à l'échelle de l'île, [démêler](#) l'écheveau des lois, décrets, ordonnances contradictoires qui se sont empilés depuis dix ans, et [suggérer](#) des solutions – destruction, mise aux enchères... –, pour se [débarrasser](#) de cet encombrant trésor. Attendues en juillet 2014, elles n'ont toujours pas été publiées. En attendant, le bois continue de [prendre](#) la mer.

## Complicités haut placées

De Cap Est, surnommé « Port Bolabola », Emmanuel Ralaïmampianina assiste, aux premières loges, au va-et-vient des bateaux qui embarquent le bois vers la Chine. Le bureau du chef de secteur du Madagascar National Parks se trouve à un jet de pierre de la plage sur laquelle les contrebandiers s'activent de jour comme de nuit. « *Je ne peux rien faire* », admet le jeune homme dans son uniforme orné d'un écusson en forme de lémurien. Sans téléphone et sans véhicule pour se [déplacer](#), qui ne se sentirait impuissant ? Chaque mois, avec ses quatre agents, il inspecte méticuleusement « *80 carrés de 500 mètres de côté* ». « *Nous n'avons même pas le pouvoir de verbaliser les criminels* », se désole le fonctionnaire.

Leurs habitudes n'ont pourtant pas de secrets. De Cap Est à Cap Masoala, le long de cette côte sauvage d'une centaine de kilomètres, régulièrement balayée par les cyclones, il existe cinq points d'embarquement correspondant à des voies de passage dans la barrière de corail. « *Le plus important est Ifaho* », précise-t-il. De là, des boutres approvisionnent des cargos étrangers stationnés au large.

L'essentiel du bois quittant clandestinement Madagascar passe désormais par cette voie. Même si les complicités bien placées permettent toujours d'opérer par les grands ports de Vohemar ou de Tamatave. En mai, les douanes de Mombasa, au Kenya, alertées par Interpol, qui a fait de Madagascar un de ses pays cibles pour [démanteler](#) la criminalité environnementale, ont saisi treize containers contenant 420 tonnes de bois sur le *Kota Hapas*. Le cargo battant pavillon singapourien avait pour destination finale Hongkong. Il avait transité par l'île de Zanzibar après avoir quitté le port de Tamatave dûment muni de papiers signés par le directeur régional de l'environnement et des forêts. Sur la ligne « nature des produits » du document valant certificat d'origine – consulté par *Le Monde* – ne figurait que la simple mention « BOIS ». La valeur du butin saisi a été estimée à près de 13 millions de dollars (11 millions d'euros).

Zanzibar et Hongkong ont un point en commun : leurs gouvernements n'ont pas transposé les règlements de la Cites qui exigent pour le bois de rose, comme pour toute espèce protégée inscrite à l'annexe 2 de la convention, que les importateurs produisent leur permis de commerce. Pas de règlements, pas de permis. Les trafiquants sont de fins connaisseurs des failles juridiques des États. La région administrative de Hongkong présente d'autres avantages à leurs yeux. Outre que les droits de douanes y sont minimes, y faire [enregistrer](#) sa société relève d'un jeu d'enfant. Quoi de plus simple alors pour [brouiller](#) les pistes que de [posséder](#) de multiples adresses dans ces

immeubles « boîtes aux lettres » dont l'ancienne colonie britannique s'est fait une spécialité. Mais pour [trouver](#) le véritable business du bois de rose, c'est derrière la frontière qu'il faut [aller](#).

## Engouement des Chinois aisés

Sur le toit d'un improbable édifice, copie bling-bling de la Cité interdite plantée en plein cœur du nouveau quartier du bois de Xianyou, l'hôtesse, tailleur court et talons hauts, fait [visiter](#) la piscine, le practice de [golf](#) et la salle de gym climatisée du maître des lieux. Rien ne semble trop beau pour Huang Fuhua, le directeur général de Sanfu Classical Furniture Craft. Cette entreprise familiale de 3 000 salariés est la plus importante de cette ville sortie de terre au milieu des rizières et des forêts en une quinzaine d'années et dont toute la prospérité repose sur l'engouement des Chinois aisés pour les meubles en bois précieux.

M. Huang, [fier](#) d'être le descendant d'une [famille](#) d'ébénistes sur cinq générations, est le président de l'Association de la province de Fujian pour les meubles traditionnels. Cela explique aussi qu'il soit le seul entrepreneur privé à avoir pu [installer](#) son showroom et ses bureaux dans ce palais qui sert avant tout de vitrine au gouvernement local. Des autorités qui apportent un fervent soutien à l'[industrie](#) du bois à coups de prêts bonifiés et de rabais fiscaux. En 2013, le chiffre d'affaires des 4 000 usines et boutiques de meubles de Xianyou, où sont employées 160 000 personnes, s'est élevé à 30 milliards de yuans (4,2 milliards d'euros), faisant de Xianyou le premier [centre](#) de fabrication de meubles traditionnels en Chine.

« Notre bois vient d'[Inde](#), du [Vietnam](#), du [Laos](#), de plusieurs pays d'[Afrique](#) et de Madagascar. Nous n'avons aucun problème d'approvisionnement », assure M. Huang, au fait des restrictions de commerce qui frappent la quasi-totalité des espèces de bois de rose dans le [monde](#). C'est la première fois qu'il accueille des étrangers – nous nous sommes fait [passer](#) pour les représentants d'une chaîne d'hôtellerie occidentale. M. Huang n'achète pas directement et préfère, dans chacun de ces pays, [traiter](#) avec des « agents ».



Dans son magasin, Li Sheng Peng, directeur de Yimu Xian Ju, montre un lit fabriqué en bois de rose de Madagascar. | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU POUR LE MONDE'

Au milieu d'un mobilier finement travaillé, le clou de l'exposition, devant lequel l'homme affable ne rechigne pas à se faire photographier, est un grand panneau sculpté en bois sombre de... Madagascar. « Nous l'avons récemment prêté pour un [dîner](#) de charité avec Bill Gates et Warren Buffet à Pékin », précise-t-il avec orgueil. Pour l'acquérir, il faudrait déboursier près de 700 000 euros. La famille Huang possède deux usines à la périphérie de Xianyou. La première est consacrée au bois de rose du Laos. La seconde à celui d'Inde et de Madagascar. Les essences de la Grande Ile sont loin de [représenter](#) les volumes les plus importants pour l'entrepreneur. Mais au milieu des stocks de bois précieux prêts à être débités, les grumes aux extrémités taillées comme des glands sont bien là. Cette forme dont les bûcherons tirent des plaisanteries grivoises permet de tirer les rondins jusqu'à la rivière. Impossible de se [tromper](#). Dans l'usine, accompagnés de la responsable des relations extérieures qui conduit la visite, nous les reconnaissons ainsi.

Un peu plus loin, des femmes assemblent des armoires où se mêlent les essences claires du Mékong aux tons grenat des arbres de Masoala. Dans l'atmosphère humide et poussiéreuse brassée par des ventilateurs, des

ouvriers, le dos courbé, sculptent leur planche de bois. Les plus habiles, affectés à la fabrication des pièces requérant des années de travail, sont gratifiés de l'air conditionné.



Des ouvriers sculptent des panneaux de bois de rose dans l'un des ateliers de Sanfu Classical Craft Furniture, le principal fabricant de meubles de Xianyou. | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU POUR LE MONDE

## Envolée de la demande

En 2012, la Chine a officiellement importé 757 000 m<sup>3</sup> de bois de rose, un volume multiplié par dix en dix ans pour faire face à l'envolée de la demande et à l'épuisement de ses propres ressources. Ce bois provient de plus en plus d'Afrique. Celui de Madagascar continue pourtant d'apparaître, en quantité négligeable, dans les statistiques des douanes chinoises, et aucune saisie n'a jamais été réalisée par le port de Hongkong, qui est la plus grande porte d'entrée de ce bois illégal. La Cites a rappelé à l'ordre Pékin et une circulaire exigeant le renforcement des contrôles a été envoyée à toutes les autorités douanières en mai 2013. Les importateurs ont reçu un message d'avertissement pour qu'ils n'achètent pas de bois malgache. Il n'est de toute évidence pas parvenu jusqu'à Xianyou. « *Nous achetons le bois sur photo sans faire les transactions nous-mêmes. Il faut un permis pour ce bois et c'est très risqué. Pour être franc, il faut avoir les bons contacts avec les fonctionnaires des douanes* », confie M. Cai, un autre fabricant de meubles, en se vantant d'en avoir 80 tonnes.

L'ami chez lequel il nous conduit, car « *il possède de belles armoires* », ne fait pas non plus preuve de la prudence à laquelle on pourrait s'attendre. « *La plupart du bois qui arrive ici, de Madagascar ou d'ailleurs, est illégal. Mais si vous voulez un certificat, il n'y a pas de problème. Il faudra simplement payer* », s'épanche Lin Yuanfu, le directeur de Fujian Hanling Classical Furniture Decoration, en tirant sur sa cigarette devant une tasse de thé. Le centre de test et de contrôle de qualité créé par la province de Fujian fournit en effet des rapports attestant – par le nom latin, *Dalbergia louvelii* – de l'identité du bois mais aucun de ceux que nous avons vus n'indique le nom de la concession malgache dont il provient. Et pour cause.

Xianyou l'insouciant, au ciel saturé de grues et de buildings, voit l'avenir en grand. Les [voitures](#) flottent dans ses avenues trop larges. Bientôt un Sheraton ouvrira ses portes. À 9 000 km de là, Madagascar continue de [sombrier](#) dans la pauvreté, rongée par la corruption et la cupidité d'une minorité qui a fait du pillage des [ressources naturelles](#) l'instrument de son enrichissement. Quand cela s'arrêtera-t-il ? « *Ils ne pensent qu'à faire leurs saletés avec les Chinois. Que ferons-nous quand nous n'aurons plus de forêts et qu'il ne tombera plus assez de pluie pour faire pousser le riz ?* », s'interroge, amer, un guide des parcs nationaux qui a subi la terreur des braconniers.



La « rue du bois » de Xianyou est une enfilade de petits entrepôts proposant des bois précieux venant d'Asie et de quelques pays d'Afrique comme le Mozambique ou la Tanzanie. Le bois de rose de Madagascar n'y est pas vendu. | MICHAEL ZUMSTEIN / AGENCE VU POUR LE MONDE'

Les hommes qui depuis 2009 dénoncent le trafic du bois de rose – simples citoyens, scientifiques, militants écologistes, fonctionnaires, journalistes – ne baissent pas les bras. Ils se sont organisés. Grâce aux nouvelles [technologies](#) de communication, ils se sont constitués en réseau en préservant autant que possible le secret de leur identité. A Madagascar, aux États-Unis ou en [France](#). Telle une [armée](#) de l'ombre épiant sans relâche l'ennemi. Leurs actions passent rarement inaperçues et certains barons ont peu goûté que ces « cybergreen » révèlent la localisation de leur butin grâce à l'exploitation de photos satellite.

« *La chronique du bois de rose* » rédigée sous le pseudonyme d'Hery Randriamalala, continue de [tenir](#) en haleine tous ceux qui espèrent encore que les choses pourraient [changer](#). Jour après jour, alimenté par de bonnes sources, le militant consigne les « saletés » des barons, les fonctionnaires corrompus, les bateaux qui partent vers la Chine... puis les livre par colis réguliers à l'immensité de la toile numérique. « *Nous avons rêvé de [justice](#). Nous avons imaginé qu'il suffirait de les [nommer](#), que la honte les ferait [reculer](#). Nous avons pour l'instant échoué* », reconnaît le chroniqueur anonyme, qui vit reclus dans un bout de forêt d'une indicible beauté où, bravant le danger, il puise la force de [continuer](#).

1004369789.png

### [26 Janvier. Iavoloha et bois de rose.](#)



30 Janvier 2015.

## Le bateau Min Tang.

## L'ambassade chinoise à Madagascar... Mauvaise foi flagrante.

[Trafic de bois de rose : De qui ces Chinois se moquent-ils ? \(Tananews\)](#)

L'ambassade de la Chine à Madagascar... Le bateau Min Tang arraisonné au large des côtes-est de Madagascar et suspecté de trafic de bois de rose ([suite](#))

 1004369789.png

Photos du bateau Min Tang, et bois de rose...

voici les preuves :









Photos prises au large de l'île Sainte-Marie. Vidéo du 26 Janvier 2015 (plus haut).

10 Février 2015. [Tananews](#).

[L'ambassadeur, ce 9 Février déclare, que son gouvernement soutient les autorités malgaches dans sa lutte contre les trafics illicites de bois de rose. Et que par ailleurs le Gvnt chinois a déjà proposé une coopération pour lutter contre ce fléau...](#)

**La bonne blague** (Mcm de Paris).

**Monsieur l'Ambassadeur.**

**Rappel**, car déjà cité plus haut :

**Les acheteurs de bois précieux malgache à Vohémar en 2009 :**

**Tous des Chinois, sauf trois :** SHANGHAI TAN TAN TRADE (1 628 tonnes), n°4058 Caoan Road, Shanghai, Chine, OCEAN TRADING (1 033 tonnes), Room 1702, Kwai Hung Holding Centre, 89 King's Road, North Point, Hong Kong, Chine, ZHANG JIAGANG (862 tonnes), Jiang Hai Mid Road, Jingang Town Zhang, Jiagang, Chine, FOSHAN EVERLASTING (777 tonnes), 31 floor Jinghua Building, 18, Jihua Road, Foshan, Guangdong, Chine, CHINA KEY WIN (686 tonnes), room 2, 12 floor, Lucida Industrial Building, Ville 43-17 Wang Lung street, Tsuen wan, Hong Kong, Chine, ZHEJIANG WILLING (685 tonnes) n°368 North Zhou Shan Road, Hangzhou, Chine, HIGH HOPE (669 tonnes), 2105 High Hope Building, Nanjing, Chine, BEIJING YINTUO (630 tonnes), Room 1602 Kwai Hung Holdings Centre, 89 King's Road, North Point, Hong Kong, Chine, WUXI GUANGMING (564 tonnes), Yunbe East road n°148, Wuxi, Jiangsung Lung, Chine, CHINA ARTEX (486 tonnes), 9/F Fortune Building, 168, Hundong Road, Fuzhou, Chine, ZHANG JIANGANG JIANGSU SKYRUN (414 tonnes), Hongxin Building, 100 Jianye Road, Nanjing, Chine, SHANGHAI SHENJI (398 tonnes), 16/F Jincheng House, n°511 Tanmu-West Road, Shanghai, Chine, CHINA MEHECO (385 tonnes), room 2101/8 n°18 Guangming, Zhong Jie Chong Wen District, Beijing, Chine, DALIAN RISING (367 tonnes), 12 D China Bank Plaza, n°15 Renmin Road, Dalian, Chine, CHINA TUSHU SHANGHAI PUDONG (350 tonnes), 15/F Shanghai Bund International Tower, 99 Huanpu Road, Shanghai, Chine, FOSHAN NANHAI GUCHENG (323 tonnes), n°338 Dong Er Joncun Gucheng Nanhei Foshan, Guangdong, Chine, XIAMEN HIGH WATER (274 tonnes), room 1206 Senhui Building Huli, Xiamen, Chine, HH INTERNATIONAL (253 tonnes), A-1702 Hengwa Building Pagu, South Road, Tianjin, Chine,

DONGGUAN SILVER DRAGON (252 tonnes), 6th floor, Block A, Industrial & Commercial Building, Gang Kou road, Humen, Dongguan, Guangdong, Chine, HEROWISE ENGINEERING (133 tonnes), Shop n°41, g/f Golden Court 1A, Laosin Street, Causeway Bay, Hong Kong, Chine, WUXI SHI ZHOU YE (120 tonnes), Wen Lizhong, Room 22042 Door Yinchun Apartments, Changjiang Road, Wuxi, Chine SHANGHAI KING TIRD (116 tonnes), n° 880 Dong Da Ming Road, Shanghai, Chine, SHANGHAI SHANG FU (106 tonnes), Room 1907, n°578 Tianbao Rd, Piaoying Centre Building, Shanghai, Chine, SHANGHAI TONG SHENG (99 tonnes), n°1906 flat 3 Yangpu District, Kong Jiangroad, Guofu Garden, Shanghai, Chine, CHANGSHU JINBIAN CRAFT (96 tonnes), 103 Renmin Road, Haiyu Town, Changsu, Chine, CHINA JILIN FOREST (90 tonnes), n°4036 Renlin street, Chan Chun, Chine, DALIAN YULIN (90 tonnes), Xinghai Square B3 Yi Pin Xian Hai 22-2-501, Shakekou District, Dalian, Chine, JILIN HAITIANXIA (90 tonnes), 500, Nanhu Avenue, Economic & Technical Development Zone, Chan Chun, Chine, SHENZHEN CITY XUAN LONG (90 tonnes), CH District 6th Floor, Commodity Exchange Building, Badan North Road, Luo-Hu District, Shenzhen, Chine, HONGTAI WOOD (88 tonnes), Flat C, 8/F Wan Fong Height, 15, Shing Fong Street, Kwai Chung, Hong Kong, Chine, TEK'ASIA (87 tonnes), 3rd Floor, Fook Hong Industrial Building n°19, Sheng Yuet Road, Kowloon Bay, Kowloon, Chine, CHINA NATIONAL FOREST (72 tonnes), SHIJI XI YUAN 606 room n°20, Anyuan Street, Beijing, Chine, CHANGSHA WEICHU SEED (61 tonnes), Co Kay Yuan Xinge Building 1 Dong 27 Level C, Zone Economic development, Changsha, Chine, CECEIEC TIANJIN (54 tonnes), 4 floor, n°305 Nanjing Road, Tianjin, Chine, THEODOR NAGEL GmbH (49 tonnes), 118, Billstrasse, PO box 28 02 66 / D – 205 15, **Hambourg, Allemagne**, JIANGSU BOSHENG (45 tonnes), room 318, Huanghe Road n° 275, Changshu, Chine, JIANGSU GUOTEI (43 tonnes), 9/F Guotai Times Plaza, Building A n°5 Renmin road, Zhangjiagang, Chine, YICK PO 41 (tonnes), 23 B Flat Room B Blk 5 23/F Residence Oasis, Tseung Kwan, Hong Kong, Chine, JIANG YIN HUA QUAN (40 tonnes), Jiangyin, Chine, CITIC INTERNATIONAL (38 tonnes), Room 4507, Capital Mansion, n°6 Xinyuannan Lu, Chaoyang District, Beijing, Chine, SHANGHAI HONG SHENG (tonnes), 34 Room 201 n°70 lane 999, Lou Shan Guan Road, Shanghai, Chine, SHANGHAI SILK (34 tonnes), 283 Wu Xing Road, Shanghai, Chine, SUNOVER SIZE (20 tonnes), **Port-Louis, Maurice**, DALIAN SK (20 tonnes), room 809 n°3 Gangwan Street, Zhongsan District, Dalian, Chine, HONG KONG KING CHUNG (20 tonnes), Hong Kong, Chine, TIANJIN WINSTAR (20 tonnes), n°2 Xun Yuan Xili, The Second Street Teda, Tianjin, Chine, JIANGSU LIGHT INDUSTRIAL (19 tonnes), n°100 Jianye Road, Nanjing, Chine GUANGZHOU PEIJIA (18 tonnes), room 2118, III Baiyun Building, Baiyun Road, Guangzhou, Chine, FLAVOUR HANDLING LLC (zero tonne), 113 Barksdale Professionnal Center, **Newark, DE19711-3258, USA**.

-----

## Justice en Chine (2015).

**Monsieur l'Ambassadeur de Chine.**

Au vue de ce qui se passe en Chine, et ce depuis la désignation du président XI JINPING, l'ambassadeur de Chine à Madagascar ferait mieux de réfléchir deux fois, avant de protéger -certes des ressortissants chinois- les trafiquants, maffieux qui sévissent dans la grande île. Lisez bien les quelques lignes qui suivent, ainsi que les deux videos (absolument à voir), et vous, comme chacun comprendront que l'impunité n'a plus cours dans la Grande Chine. (MCM).

### 2015. Lutte contre la corruption en Chine : des milliardaires exécutés pour l'exemple.

13 Février 2015. **Le président chinois Xi Jinping** a lancé une opération « *mains propres* » dans son propre parti. Cette lutte contre la corruption fait trembler les 80 millions de membres du Parti communiste chinois

La Chine a exécuté cinq hommes cette semaine. Parmi eux, [le milliardaire de l'industrie minière Liu Han](#) ainsi que son frère et trois complices, reconnus coupables d'avoir organisé un gang mafieux et commandité plusieurs

meurtres. Au total, 68 hauts responsables du Parti communiste chinois, dont le maire de Nankin, 72 000 cadres de plus bas niveau et quinze généraux ont été arrêtés ces derniers mois en Chine.

## S'attaquer aux « tigres » et aux « mouches »

Le nouveau maître de la Chine, le président Xi Jinping, s'est attaqué aux « tigres » et aux « mouches » : les « tigres » sont les hauts responsables qui se sont tant enrichis au mépris du peuple. Quant aux « mouches », il s'agit des petits chefs qui prennent de l'argent pour attribuer un emploi, une place à l'hôpital ou à l'école.

**Le président estime que le peuple prend ainsi sa revanche.** La campagne anti-corruption se développe depuis quelques semaines. La corruption s'est généralisée en Chine, et concerne des « *sommes de plus en plus colossales et des méthodes de plus en plus crapuleuses* », selon Du Daizheng, un ancien ministre, membre du parti communiste depuis 1937.

(ALAIN DE CHALVRON et SYLVAIN GIAUME – FRANCE 2)

### [VIDEO, A2.](#)

## [Xi Jinping veut davantage d'intransigeance contre la corruption](#)

Le Président chinois, Xi Jinping, a appelé l'organisme de surveillance de la discipline du Parti communiste chinois (PCC) à renforcer sa politique de « tolérance zéro » à l'égard de la corruption.



[Lutte contre la corruption en Chine. On exécute les milliardaires pour l'exemple.](#)

-----

### **Madagascar, île Maurice, HongKong, Chine.**

#### **SwissLeaks-HSBC. Réseaux maffieux et bois de rose.**

Cette affaire Swiss Leaks-HSBC d'un côté, et étant donné les événements en cours à l'île Maurice -l'arrestation de l'ex premier ministre N. Ramgoolam (1) pour blanchiment d'argent et corruption -, et de l'autre, l'existence connue de l'axe Madagascar-Maurice-HongKong et par extension la Chine, s'agissant d'un vaste [trafic « maffieux » de bois de rose](#), nous interpelle au plus haut point.

**Qui a fait quoi ? et qui sont impliqués directement.**

- Hommes d'affaires et politiciens Mauriciens.
- Hommes d'affaires et politiciens Malgaches.
- Les financiers et banquiers étrangers : Indo-pakistanaï (karana), les Chinois, les Occidentaux (français, allemands, etc...).

(1). Perquisition chez l'ex premier ministre Ramgoolam.

<http://youtu.be/Xk9Y5XWE2jc>

<http://youtu.be/RI9S3MhFL9U>

-----

[Deforestation](#)

## China's rosewood craving cuts deep into Madagascar rainforests

Prized timber is being felled illegally at increasing rate despite Cites ban and environmental outcry



Well paid work loading rosewood on to trucks at the port of Toamasina (Tamatave), Madagascar. Photograph: Pierre-Yves Babelon /Alamy

[Laurence Caramel](#)

**Monday 16 February 2015 08.24 GMT**

Another day draws to its end in Antanandavehely, a peaceful village on the eastern slopes of the Masoala peninsula, the largest nature conservation area in Madagascar. The last rafts, loaded with rosewood, pull into the river bank. As the loggers return, the atmosphere grows festive, infused with the smell of beer and the sound of dice clicking.

Among the russet logs, exhausted by a hard day's labour, Blandine checks the weight of the incoming cargo. Wearing a little black dress and sparkling jewels, she is a go-between for the big businessmen on the coast. Dipping into a bag full of banknotes she pays \$135 for a two-metre-long log, generally weighing about 120kg, a fortune in this poverty-stricken country. In addition to its rich colour and fragrance, rosewood is prized for its even texture and high density. It finds a ready market in China, where reproduction furniture is highly sought after.

At this price there is no shortage of willing hands, in Madagascar and China, to plunder forests on the Unesco World Heritage list and pack containers full of rosewood logs, to be carried along routes well oiled by corruption. One of the main routes takes the wood from the streets of Antanandavehely to prosperous Xianyou, a new town of 1 million people in Fujian province. Its journey passes through Zanzibar in Tanzania, Mombasa in Kenya and Hong Kong. There are certainly others but this is probably the largest, its ramifications reaching up into the higher echelons of Madagascar's government. Everyone here knows about the racket in bola bola, as the wood is known locally. Many of those involved belong to old Chinese families, who arrived in the early 20th century to build the railway.

In February 2014 Madagascar's new president, Hery Rajaonarimampianina, promised to take control of the battle against rosewood trafficking, but nothing changed. This was perhaps not unexpected. During his five years as finance minister illegal trade in rosewood soared.

More than 900km from Antananarivo, the capital of Madagascar, on the edge of the Masoala rainforest, the loggers seem unconcerned. In the hut that serves as home and office, the head of the Antanandavehely community Eric Mbita admits that alongside rice, vanilla, cloves and coffee, his fellow villagers live mainly on rosewood logging. In five years the population has risen from 1,200 to 1,800, swollen by migrants from the coast keen to cash in on the booming trade.

The village on the river Iagnobe is well placed for checking the timber that is taken downstream on makeshift rafts. Nothing gets by without being unloaded and weighed, sometimes stored for weeks in pits dug into the bank and carefully concealed. It takes five hours on a pirogue to reach the Indian ocean. The work is well paid. The rate for dragging logs to the river is 15,000 ariary (\$5.60) a day, and for ferrying the timber through the rapids to the sea as much as 40,000 ariary (\$15).

But those who labour at this level never become rich. Even the village teacher needs to supplement his income by logging. About 100,000 people live round the conservation area, which Unesco classified as being endangered in 2010. The illegal trade in rosewood has become their main source of income.

The oil-palm plantations of south-east Asia are associated with images of widespread devastation, but with rosewood the destruction is much more selective. Loggers will only fell a couple of trees per hectare, so it takes an expert to spot the damage.

But logging is gradually upsetting the natural balance of the rainforests. "To get one tree out, they have to cut everything growing round it, then clear a route to the river. The paths they leave open the way for other forms of trafficking, such as prospecting for precious stones, plentiful in Madagascar," says Aro Vonjy Ramarosandratana, head of botany at the science faculty in Antananarivo and adviser to the Convention on International Trade in Endangered Species (Cites). Drawing on satellite images and field mission, his teams have mapped eight sensitive areas.

It was too dangerous for us to visit Masoala, but the scientific verdict is beyond doubt. "Outside the parks there are no longer any trees large enough to produce seeds. Inside, the largest trunks are only about 20cm in diameter. It takes 40 to 50 years to reach this size," Ramarosandratana explains. In March 2013 his work contributed to

classifying *Dalbergia* species, to which Malagasy rosewood belongs. Since then trade in this precious timber has been subject to an international embargo, which will only be lifted when the national government can frame an action plan that convinces the 180 Cites signatories. Last summer the embargo was extended by a year.



Illegally felled rosewood cut in Marojejy National Park, Madagascar. Photograph: Kevin Schafer/Alamy

The port of Antalaha, better known for exporting vanilla pods, has also [long been associated with the rosewood trade](#). The day we visited, 300 logs lay in the sun outside the customs office. Down the road thousands of trunks littered the yard of the regional environment and forestry agency. In 2011, two years after the NGOs Environmental Investigation Agency and Global Witness [published a damning report](#), the government issued a decree threatening illegal loggers with prison sentences of up to five years and heavy fines. Huge raids were organised but the decree was never put into effect. According to unofficial figures some 350,000 logs were impounded on government premises and in the forests. Part of this trove has since been stolen; some has been sold with corrupt customs officers turning a blind eye; either way freshly cut logs have replaced the missing timber.

In an attempt to make some progress on this issue, the World Bank has called in international experts to clarify the tangle of conflicting laws and suggest workable solutions. Slated for July 2014, the guidelines have still not been published. Meanwhile trade is still flourishing.

From his office at Cap Est – also known as Port Bola Bola – Emmanuel Ralaimampianina can watch the ships loading timber en route to China. “There is nothing I can do,” says the local [Madagascar national parks](#) representative. “We are not even empowered to issue a summons.” Along the undeveloped coastline between Cap

Est and Cap Masoala there are five breaks in the coral reef, which enable ships to be loaded. “The biggest one is at Ifaho,” he explains.

Most of the timber leaving Madagascar now takes this route. In May Interpol tipped off customs officers at Mombasa, who seized 13 containers containing 420 tonnes of timber on the Kota Hapas. The Singapore-registered ship was heading for Hong Kong. It had stopped off at Zanzibar, after leaving the Malagasy port of Tamatave, with all the necessary paperwork. The timber was worth an estimated \$13m.

Neither Zanzibar nor Hong Kong have translated the Cites regulations on trade in protected timber into law. This means that importers do not need to produce an export permit from the country of origin. Zanzibar has other advantages too: not only is customs duty minimal, but setting up shell companies is easy. But though investigators may waste time tracking down illegal traders, the real business is going on across the border.

In 2012 China officially imported 757,000 cubic metres of rosewood, registering 10-fold growth over the previous decade to cope with escalating demand and dwindling domestic supplies. The timber comes increasingly from [Africa](#). Negligible quantities of Malagasy rosewood still appear in the official statistics but there is no record of any seizures of illegal imports in the port of Hong Kong.

In May 2013 Cites called on China to tighten up controls and a circular was sent to all the customs authorities. Timber importers also received a warning to stop buying Malagasy rosewood, but the message does not seem to have reached Xianyou. “We buy our wood on the basis of photos without any direct involvement in the dealings. Frankly, one needs to be on good terms with the customs officials,” says one furniture manufacturer, who claims to have 80 tonnes in his store.

Xianyou is booming, its skyline cluttered with high-rise buildings and cranes. But 9,000km away, on the other side of the Indian ocean, Madagascar is still racked by poverty, a prey to corruption and greed. A tiny minority is making a fortune from plundering natural resources. “All they think about is their filthy traffic with the Chinese. What will we do when we have no more forest and there’s no longer enough rain to water our rice?” asks a national park guide who has come up against the illegal loggers.

International pressure to condemn the rosewood trade has, nevertheless, been building since 2009. One of the most emblematic blogs on the subject, [The Rosewood Chronicles](#), is written by someone who calls himself Hery Randriamalala.

Writing from an isolated spot in the rainforest, he draws inspiration from the place’s stupendous beauty. “We dreamt of justice. We imagined all it would take was to name them and shame would stop them. For the time being we have failed.”

*This article appeared in [Guardian Weekly](#), which incorporates material from *Le Monde**

---

#### **12/02/2015. Banque Mondiale, 4 millions de dollards d’aide.**

Selon le nouveau ministre de l’environnement, Beboarimisa Ralava, la Banque Mondiale va débloquer rapidement la somme de **4 millions de dollards** pour relancer la lutte contre la coupe illicite et le trafic de bois de rose. Et d’autre part, ce financement servira également à régler le problème rester en suspens : le comptage des rondins saisis antérieurement sur tout le territoire et les mettre en vente ensuite, d’ici la fin de l’année.

Cette décision de la Banque Mondiale est une réponse positive, par rapport au plan de travail présenté récemment par l’ancien ministre (Ramparany Anthelme) à la CITES et aux bailleurs de fonds. En reconnaissance aussi, sans nulle doute, aux récentes « décisions » du gouvernement, le 11 Février dernier : limogeage de quelques responsables régionaux en charge de l’environnement dans les zones « d’abattage de bois de rose ».

Les responsables de ce travail d'assainissement, nous semble t-il, devront s'associer aux diverses Associations crédibles, telles que l'Alliance Voahary Gasy et le WWF, Waves, pour un suivi environnemental et financier... pour que l'argent ne disparaisse de nouveau dans la nature « tropicale » ou n'atterrisse dans les paradis fiscaux suisses.

**MCM de Paris**, le 13/02/2015.

Lire également Tananews

[« Bois de rose, la Banque Mondiale relance l'Opération d'assainissement ».](#)

-----

**Bois de rose. SwissLeaks-HSBC, Madagascar, île Maurice, Hon Kong, Chine.**

**Swiss Leaks : 146,3 millions de dollars pour Madagascar avec 31 clients. L'île Maurice avec 81 clients.**

-----

### [Protecting the rainforests of Madagascar](#)

[http://youtu.be/Ak\\_pecYA7AE](http://youtu.be/Ak_pecYA7AE)

Madagascar has unique nature and most of the species found in the island live only in Madagascar. In less than a hundred years the forest cover of Madagascar, one of the world's most important hotspots of biodiversity, has fallen dramatically. Finnish Association for Nature Conservation (FANC) helps the local people in protecting and restoring their forests. Film is made by volunteer workers. Read more: <http://www.sll.fi/madagascar>

-----

[Forêts](#) | le 19 février 2015 à 10:50

### [Trafic de bois : à vous d'agir !](#)

Selon Interpol, l'exploitation forestière illégale représente actuellement entre 15 et 30 % des volumes de bois commercialisés dans le monde.



La valeur du commerce du bois récolté illégalement est estimée à environ 11 milliards de dollars, comparable à celle du marché de la drogue! Depuis de nombreux mois, Greenpeace multiplie les actions et les interpellations

pour faire réagir les dirigeants français car, d'après l'ONG Global Witness, la France se classe au 3e rang des importateurs européens de bois « à haut risque d'illégalité ».

Le 3 mars 2013 est entré en vigueur le règlement (UE) n° 995/2010 dit règlement sur le bois de l'Union européenne (RBUE), qui vise à lutter contre le commerce de bois illégal. Il a fallu à la France plus de 19 mois pour le transposer dans le droit national avec le vote, le 14 octobre 2014, de la loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt. Depuis, le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie n'a pas avancé d'un pouce et ne s'est pas positionné, malgré les nombreuses relances de Greenpeace. Sur l'attitude du MEDDE, relire notre billet du 22 janvier : [Trafic de bois : Dure est la loi, mais c'est la loi.](#)

Aujourd'hui, nous avons besoin de vous pour amplifier notre voix.

[Écrivez à Ségolène Royal et demandez-lui d'agir et de mettre en œuvre les moyens administratifs et financiers nécessaires pour appliquer la loi !](#)

**[BOIS ILLÉGAL :](#)**

[Ecrivez à La Ministre.](#)

Le laxisme de la France en termes de lutte contre le bois illégal en fait aujourd'hui le « maillon faible » de l'Europe, à l'heure où d'autres États comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou les Pays-Bas redoublent d'efforts.

Ségolène Royal doit agir au plus vite et prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation !

Source. [Trafic de bois de rose](#)

04/03/2015.

## Un tronc de 4 tonnes déposé par Greenpeace devant le ministère de l'Ecologie



Des militants de Greenpeace ont déposé mercredi matin une grume de bois tropical de quatre tonnes devant le ministère de l'Écologie à Paris pour demander au gouvernement « d'appliquer la loi » contre les importations de bois illégal, a constaté une journaliste de l'AFP.

Long de 8,5 m, le tronc d'arbre, sur lequel était inscrit en lettres blanches « bois illégal », a été « livré » à 07H15 par une dizaine de militants de l'ONG, venus avec un camion-grue.

D'après Greenpeace, ce bois, coupé en [République démocratique du Congo](#), provient « d'un lot suspect stocké sur le port de La Rochelle ».

Les militants arboraient des banderoles avec des inscriptions telles que « Bois illégal: le gouvernement s'en fout Royal » ou « Bois illégal, France laxiste ».

« Règlement bois de l'UE, joyeux anniversaire », pouvait-on lire sur une affiche ornée d'un grand ruban rose, fixée sur la grume.

L'Union européenne a adopté en mars 2013 une réglementation imposant aux importateurs de « prouver qu'ils ont tout mis en oeuvre pour minimiser le risque d'illégalité des produits qu'ils importent », rappelle l'ONG dans un communiqué.

« Voilà deux ans que le gouvernement français traîne des pieds pour (l')appliquer », affirme Greenpeace.

« Malgré le vote d'une loi en France en octobre dernier, aucun contrôle n'a été effectué ni aucun contrôleur nommé par Ségolène Royal », assure l'ONG.

« On est devant le ministère de l'Écologie pour demander à Ségolène Royal d'enfin commencer à mener des enquêtes et à contrôler les entrées de bois en France », a déclaré Frédéric Amiel, chargé de campagnes Forêts pour Greenpeace France, présent à la manifestation.

« On a l'impression qu'elle se fiche complètement du problème du bois illégal et qu'elle n'est pas du tout prête (...) à faire appliquer la loi et à engager des contrôles dans les ports, là où le bois illégal entre en France », a-t-il poursuivi.

« Le bois illégal, c'est le fléau des forêts tropicales. Tant qu'on ne gèrera pas durablement la forêt, on ne pourra pas faire face au changement climatique », a ajouté Frédéric Amiel.

L'exploitation forestière illégale représente 15 à 30% du bois commercialisé dans le monde, affirme l'ONG, citant Interpol. Selon Greenpeace, la France est la principale porte d'entrée en Europe pour le bois de pays « à très haut risque d'illégalité » comme le Brésil ou la RDC.

[Yahoo Actualités](#) (avec video).

[Forêts](#) | le 5 mars 2015 à 10:04

## Trafic Bois : le ministère de l'Écologie admet son retard

[Suite à l'action menée hier matin pour dénoncer l'inaction complète du ministère de l'Écologie sur le dossier des importations de bois illégal](#), la Directrice de Cabinet de Ségolène Royal, Mme Elisabeth Borne a enfin reçu l'un de nos porte parole en rendez-vous.



(c) Greenpeace / Pierre Baëlen

Lors de ce rendez-vous, le ministère, par la voix de la Directrice de Cabinet a admis un « retard » dans la mise en œuvre du Règlement Bois de l'Union européenne (RBUE) et dans l'application de sa déclinaison dans la loi française.

Mme Borne a plaidé la complexité du dossier et le manque de formation des personnels de son ministère sur ces questions. Elle a promis faire un bilan des évaluations d'ici fin mars.

Pourtant, suite au vote de la loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt en octobre 2014 par le Parlement français, le ministère de l'Agriculture et de la Forêt a diffusé une instruction technique à ses fonctionnaires. Cette note décrit

la procédure de contrôle des opérateurs responsables de la mise en marché de bois ou de produits dérivés, conformément aux obligations du RBUE. Il était donc possible, pour une administration, de se mettre en ordre de marche !

**Nous ne pouvons que déplorer le fait que de telles actions – envoi massif d'emails, dépôt de grume sur le porche du ministère – soient nécessaires pour enfin avoir un interlocuteur au ministère de l'Écologie sur le dossier du bois illégal en France !**

-----

Bois de rose

## Personne ne semble capable d'arrêter le trafic

### [Léa Ratsiazo](#)

On a beau changer de ministre de l'Environnement, le trafic de bois de rose reste. Le trafic continue envers et contre tous. Toutes les catégories de personnalités sont passées à la tête du ministère de l'Environnement, d'officier de Gendarmerie à un diplomate en passant par des techniciens divers, rien n'y fait.

L'actuel ministre de l'Environnement, Beboarimisa Ralava, issu de la société civile et non moins membre du comité de pilotage de lutte contre le trafic de bois précieux du temps du Premier ministre Beriziky, est mis à l'épreuve, moins d'un mois après sa prise de fonction. Le bateau Ming Feng suspecté de trafic de bois de rose au large de Sainte Marie vient d'échapper aux autorités malgaches.

Andry Andriamanga, de l'Alliance Voahary gasy, organisation de société civile oeuvrant pour l'environnement note que le bateau s'est éloigné de nos côtes petit à petit, à une distance de 10 km puis de 20 km pour s'échapper complètement en haute mer actuellement. Le ministère de l'Environnement a certes déployé des moyens pour l'attraper mais sans succès. L'Alliance Voahary Gasy déplore le manque de stratégie de coordination et de communication, dans le cadre de cette lutte contre le trafic de bois de rose. D'ailleurs, ce sont des photos prises par des touristes et postées sur les réseaux sociaux qui ont alerté les autorités sur la présence et les activités suspectes du bateau Min Feng, de type cargo, immatriculé IMO 9163051 et battant pavillon Panaméen.



D'un autre côté, selon toujours l'Alliance Voahary Gasy, d'autres opérations de trafic de bois de rose, seraient actuellement en cours du côté de Mananara Nord. Depuis le début de l'année selon ses informations, le trafic reprend (en fait il ne s'est jamais arrêté) dans la région Analanjirofo, depuis Soanierana Ivongo jusqu'à Mananara Nord. Les autorités locales, sans moyens, ne peuvent que regarder les pirogues qui font la navette entre les côtes et les bateaux. L'AVG fait appel à l'Etat pour débloquer des moyens destinés aux autorités locales. Reste à savoir si tous les hauts responsables étatiques ont intérêt à faire cesser ce trafic. Les derniers reportages du journal Le Monde sur ce sujet, de Madagascar à Chine sont édifiants. Au moins les journalistes du Le Monde ne risquent pas de se retrouver derrière les barreaux ou d'être intimidé d'aucune sorte que ce soit en agissant ainsi.

[M/car Tribune](#) (7 Février 2015)

-----

**Trafic de bois de rose**

## Histoire sans fin

mercredi 18 février 2015, par [Léa Ratsiazo](#)  
[Madagascar Tribune](#)

Est-ce le problème de la lutte contre le trafic de bois de rose est-il vraiment insoluble qu'il paraît ? Tous les dirigeants qui sont arrivés au pouvoir ont fait des déclarations tonitruantes plus ou moins identiques du genre « tolérance zéro, aucun répit pour les trafiquants, sanctions sévères pour les trafiquants et ses complices »....Est ce que cette fois-ci, ils vont réussir ? L'avenir nous le dira.

Ce qui est sûr, c'est que l'incohérence et l'absence de continuité de stratégie de lutte contre le trafic de bois de rose font le bonheur des trafiquants. La continuité de l'Etat est un concept inconnu des dirigeants. Les trafiquants, eux connaissent la continuité. D'autant que cette absence de continuité est un vrai gaspillage de l'argent public.

En 2012- 2013 et début 2014, le ministère de l'Environnement, en collaboration avec les partenaires techniques et financiers ainsi que la société civile œuvrant dans l'environnement dans le cadre d'un [comité de pilotage](#) chargé de la gestion et de l'assainissement du secteur bois précieux, ont conçu une stratégie de lutte contre le trafic, un plan de liquidation des stocks jusqu'au plan d'utilisation de recettes de vente de bois de rose. En collaboration avec la Banque mondiale et sur financement du PE3 (Programme Environnemental 3), une enveloppe de 1 600 000 US\$ a été consacrée dans la mise en place de ces stratégies.

Se référant aux luttes contre les grands crimes internationaux du genre trafic d'armes, de drogues ou de défenses d'éléphants, des experts internationaux et nationaux sont descendus sur terrain pour formuler un plan d'action détaillé pour liquider les stocks de bois de rose et d'ébène. Trois études techniques ont été effectuées. Elles portent sur (1) l'étude de faisabilité pour inventorier, étiqueter et sécuriser des stocks pour 231410,44 US\$ ; (2) l'étude juridique pour la liquidation des stocks pour 235 464,90 US\$ et (3) l'évaluation des options pour la liquidation des stocks de bois de rose illégaux à Madagascar pour 236 910,12 ont été effectuées. Au total, ces études nous ont coûté 703 785,46 US\$, soit près de 1 759 462 500 Ar au cours moyen de 2 500 Ar le dollar américain. Une étude sur l'élaboration du plan d'évacuation des bois de rose des sites séquestrés vers les ports d'embarquement est même effectuée avec la Société SGS.

Et pourquoi, on a rangé dans les tiroirs ces études au lieu de les appliquer ou les réactualiser alors qu'en même temps le trafic s'intensifie ?

En ce qui concerne les bois de rose saisis à l'extérieur tels qu'à Singapour, en Tanzanie, au Mozambique ou à Maurice, les autorités envisagent de les rapatrier actuellement. Selon la réglementation de la CITES, la prise en charge du rapatriement de ces bois revient au pays d'origine de ces bois. Si on laisse ces produits à l'extérieur, l'entreposage de ces produits engendre d'autres charges pour le gouvernement. Et si on décide de les rapatrier, il est fort possible que l'Etat doit encore payer au moins les arriérés de frais d'entreposage de ces bois, sans oublier qu'on ignore l'état de ces bois depuis ces temps ni même s'ils sont tous là. Il est fort possible que le jeu ne vaut pas la chandelle car le coût de rapatriement et les frais y afférents risquent d'être plus onéreux que le prix de vente des bois lui-même. Il était question de vendre sur place les bois saisis à l'extérieur, l'actuel ministre de l'Environnement, Ralava Beboarimisa, est en principe au courant de tous ces faits car il était membre à part entière du comité de pilotage qui a mis en place et discuté tous ces projets.

Au mois de février 2014, officiellement l'Etat, à travers le ministère de l'Environnement a saisi près de 22 000 rondins de rose séquestrés dans divers endroits, des fois même chez les contrevenants car l'Etat n'a pas les moyens de transférer les bois en infraction saisis ! Depuis, les embarquements ont repris (ils ne se sont jamais arrêtés en fait) et personne ne peut affirmer la quantité exacte de stocks saisis par l'Etat. De même, les stocks déclarés par les opérateurs n'ont pu jamais être vérifiés. Il est fort possible qu'ils n'ont aucun stock mais vont le constituer après la déclaration faite pendant la Transition. C'est dire la complexité des tâches et l'incohérence de toutes les décisions.

La lutte contre le trafic des bois de rose ne peut se faire sans la collaboration de toutes les entités ministérielles concernées. Avec le ministère de l'Environnement et des Forêts, les ministères des Forces Armées, de la Sécurité Intérieure, de l'Intérieur et de la Décentralisation, de la Communication, du Commerce, des Affaires Etrangères, de la Population et des Affaires Sociales, de la Justice, ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques en charge du Centre de Surveillance des Pêches, des Transports en tant que ministère en charge de la Société du Port à Gestion Autonome de Toamasina (SPAT), des Finances et du Budget et le Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie Nationale, sont tous concernés par ce trafic de haut niveau.

On croyait à l'époque de la Transition que l'absence de légitimité des dirigeants ne leur confère pas assez d'autorité pour faire appliquer la loi. Maintenant, que nous avons des dirigeants dont un « Président élu démocratiquement par le peuple » selon la formule consacrée, nous sommes quasiment au même point en ce qui concerne l'application de la loi.

Quelque chose ne tourne vraiment pas rond chez nous !

-----

### Sur la piste des mafias du crime écologique

LE MONDE | 24.01.2015 à 10h00 • Par [Marie-Béatrice Baudet](#) et [Serge Michel](#)



Ce fut une longue traque, au fil d'enquêtes menées dans plusieurs pays : Madagascar, Etats-Unis, Vietnam, Malaisie, Inde, Belgique, Ukraine, Chine, Indonésie, France... *Le Monde* publie, samedi 24 janvier, le premier volet d'une série de cinq reportages qui racontent une nouvelle forme de délinquance désormais prisée par les réseaux mafieux : la criminalité environnementale.

Lire aussi : [Bolabola, le bois qui saigne](#)

Ce projet éditorial bimédia, lancé voilà deux ans avec le soutien du European Journalism Centre, porte le nom d'« écocide » car tous ces trafics illicites conduisent à la destruction massive de la faune comme de la flore. Un

crime contre la nature. Originalité de la démarche, les journalistes du *Monde* ont travaillé en étroite collaboration avec une équipe de juristes internationaux – chercheurs, juges, avocats – pilotée par Laurent Neyret, professeur de droit à l’université de Versailles, qui a théorisé le concept d’écocide.

« *Nous souhaitons construire un droit pénal efficace contre la criminalité environnementale qui est en plein essor. En échangeant avec les enquêteurs du quotidien, nous avons pu mesurer combien l’arsenal pénal en vigueur dans beaucoup de régions de la planète était inadapté pour sanctionner les éco-crimes. Au final, cet enrichissement mutuel a abouti, de notre côté, à une trentaine de propositions formalisées dans deux projets de conventions internationales destinées à faire bouger l’arsenal juridique mondial* », explique Laurent Neyret.

## Chasse au trésor juteuse

Il ne s’agit pas ici de pointer les dommages écologiques de telle ou telle pollution industrielle, aussi grave soit-elle. Notre objectif est tout autre. Nous avons souhaité décrire pourquoi et comment les professionnels du crime organisé se tournent maintenant vers l’environnement pour diversifier leurs sources habituelles d’enrichissement telles que la drogue et les armes. Les gisements potentiels sont infinis : bois précieux, ressources minières, animaux... Quant à la demande, elle est de plus en plus forte, portée par une classe asiatique riche, à la recherche de luxe, d’objets rares, de porte-bonheur et de remèdes soi-disant miraculeux. Les deux mondes ont tout loisir de se rencontrer grâce à Internet.

Un exemple. Jeudi 22 janvier, les autorités sud-africaines ont indiqué que 1 215 rhinocéros avaient été tués dans leur pays en 2014, soit plus de trois animaux abattus chaque jour. Un nouveau et triste record qui menace l’un des plus grands mammifères de la planète. Pour les braconniers, en revanche, c’est une chasse au trésor bien juteuse. Aux Etats-Unis, un kilo de poudre de corne de rhinocéros se vendait, en novembre 2014, 70 000 dollars (62 000 euros), selon les chiffres avancés par les enquêteurs du US Fish & Wildlife Service (USFWS), soit deux fois et demie plus cher qu’un kilo de cocaïne (28 000 dollars). Autant ? Oui, car il n’y a pas de prix à la folie humaine et celle notamment des acheteurs chinois et vietnamiens qui croient que la corne de rhinocéros, faite de kératine, une substance que l’on trouve dans nos cheveux et dans nos ongles, guérit de tout, même du cancer. Un non-sens médical.

Les trafics pistés ? Le bois de rose à Madagascar ; les déchets électroniques d’Europe jusqu’en Chine ; les mines d’étain illégales en Indonésie ; les tigres en Inde et enfin, les pesticides contrefaits importés jusqu’en France et en Espagne

Résultat : la criminalité environnementale est désormais placée par les experts au quatrième rang mondial des commerces illicites après les stupéfiants, la contrefaçon et le trafic des êtres humains – même s’il est difficile d’évaluer précisément les activités clandestines. Le chiffre d’affaires du commerce illicite d’espèces sauvages s’élèverait à 19 milliards de dollars (17 milliards d’euros), selon un rapport publié fin 2013 par le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW). De son côté, The Global Initiative, un réseau international d’experts du crime organisé, créé en 2013 à New York, estime que la pêche illégale rapporte aujourd’hui 23 milliards de dollars par an et que la Camorra, l’un des acteurs clés du trafic de déchets toxiques exportés vers les pays les plus pauvres comme la Somalie, en retire chaque année un butin de 27 milliards de dollars.

### « High profit, low risk »

Les éco-crimes ne sont pas qu’une machine à cash. Ils menacent aussi la sécurité de communautés et de régions entières. Il est ainsi établi que le trafic d’ivoire – comme celui des diamants en son temps – finance plusieurs groupes armés en Afrique, y compris, selon IFAW, la LRA (l’Armée de résistance du Seigneur, rébellion ougandaise), les Chabab de Somalie et les milices djandjawids du Darfour. Et le Programme des Nations unies pour l’environnement a annoncé début janvier que 100 000 éléphants avaient été tués en Afrique pour leurs défenses depuis trois ans. Là encore, un record.

Comment expliquer un tel développement ? Sur le terrain, nous avons entendu des dizaines de fois cette même réponse : « *High profit, low risk* » (« Profit élevé, risque faible »). Le crime organisé qui a réalisé, lui aussi, son audit juridique, sait que les peines de prison encourues pour le saccage des écosystèmes sont minimales par rapport à celles infligées pour trafic de drogue, par exemple. « *Si vous êtes pris avec un kilo de cocaïne aux Etats-Unis,*

*vous pouvez écoper de dix ans. Avec un kilo de poudre de corne de rhino dont la valeur est pourtant supérieure, vous risquez un an »,* témoigne un agent de l'USFWS.

Les journalistes du *Monde* ont remonté la piste de cinq trafics : le bois de rose à Madagascar ; les déchets électroniques d'Europe jusqu'en Chine ; les mines d'étain illégales en Indonésie ; les tigres en Inde et enfin, les pesticides contrefaits importés jusqu'en France et en Espagne. Des sujets sous haute surveillance de nombreux Etats, de grandes ONG internationales comme WWF et IFAW, ainsi que d'Interpol. La police internationale, qui s'appuie sur les forces locales de 190 pays, a depuis quelques années pris la mesure de ce nouveau danger, multipliant enquêtes et opérations multilatérales. Mais rien n'est gagné. Les trafiquants visent depuis peu les hippocampes dont la chair, selon une nouvelle lubie lancée sur Internet, guérirait du sida. **La bataille est immense.**

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/01/24/sur-la-piste-des-mafias-de-l-environnement\\_4562779\\_3244.html#IKw7DA4DjQEOLQGI.99](http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/01/24/sur-la-piste-des-mafias-de-l-environnement_4562779_3244.html#IKw7DA4DjQEOLQGI.99)

-----

### Cap Masoala – Un bateau chargé de bois précieux coule



05.05.2015

#### **Un cargo plein à craquer de palissandre a sombré dans le Cap Masoala, jeudi. Les quatre propriétaires de la cargaison ainsi que deux membres d'équipage sont portés disparus.**

Près de dix tonnes de palissandre ont fini sous les eaux dans le cap Masoala. Le sort de six personnes, ayant sombré avec le cargo côtier qui transportait cette cargaison, reste jusqu'à maintenant incertain. Deux membres d'équipage l'ont échappé belle. Ayant pu s'accrocher à des bouées de fortune, ils ont tant bien que mal réussi à rejoindre la côte. Épuisés, les deux survivants ont dû être mis en observation médicale. Cet accident maritime est survenu, jeudi, tôt le matin, sur le littoral d'Ampasimbola, à Fenoarivo Atsinanana. Le bateau à moteur faisait cap sur Mananara-Nord avec ses madriers de palissandre, lorsqu'une mer houleuse l'a fait chavirer.

Les propriétaires de la cargaison figurent parmi les disparus. Les quatre infortunés avaient affrété le cargo. Ils devaient conclure une transaction dès leur arrivée à destination, lorsque ce naufrage meurtrier est survenu au cours de la traversée. Deux autres membres de l'équipage ont partagé leur sort tragique. Jusqu'à maintenant, aucun de ces derniers n'a donné signe de vie.

Le bateau a largué les amarres à Ampasimbola, jeudi, tôt le matin, où il a remonté le fleuve, pour charger le bois précieux.

#### **Chance de survie**

De source auprès de la brigade de la gendarmerie de cette commune, le pire s'est produit, alors qu'il avait déjà pris la mer. Alors que le bateau semblait en état de naviguer, selon les informations communiquées, le drame s'est produit, lorsqu'un mauvais temps a sévi. Un vent à décorner les boeufs qui a soufflé sur le littoral, aurait nourri des vagues déchaînées qui se sont abattues sur lui. Il a suffi d'une quinzaine de minutes, pour que celui-ci coule en piqué sous la mer, avec tout ce qu'il transportait à bord, selon les informations recueillies sur place. L'alerte a été, sans tarder, donnée dans le cap Masoala, dès que le naufrage a été signalé aux autorités. Le fokonolona ainsi que les forces de gendarmerie se sont d'emblée attelés aux recherches le même jour, mais, celles-ci s'avèrent jusqu'à

maintenant infructueuses.

En parallèle des mobilisations ont été effectuées par la radio locale, mais, sans aucun résultat palpable. Aux dernières nouvelles, l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale d'Antalaha est engagée dans les recherches des victimes. À Ampasimbola, les villageois commencent pour leur part, à baisser les bras. Cinq jours après le drame, la chance de survie des disparus, serait de plus en plus mince, à les entendre.

[L'Express](#)

--

[MADAGASCAR JUSTICE ENVIRONNEMENT](#)

Publié le 17-05-2015 Modifié le 17-05-2015 à 19:33

## Madagascar: un militant écologiste emprisonné

Par [RFI](#)



Le bois de rose est l'objet d'un juteux trafic à Madagascar. C'est un bois qui est très recherché par les Chinois qui le considèrent depuis l'époque impériale comme le bois le plus précieux au monde. Wikimedia

A Madagascar, les grands trafiquants de bois de rose sont puissants, et leurs ressources leur garantissent une certaine impunité, malgré les dénonciations des ONG et les promesses des autorités. Un de ces défenseurs de l'environnement est actuellement emprisonné et accusé de diffamation. Ses collègues font appel aux autorités pour faire la lumière sur cette affaire, mais aussi, plus généralement, pour mieux protéger les défenseurs de l'environnement.

Armand Marozafy est guide écotouristique, actif dans plusieurs organisations. En février dernier, il envoie un rapport censé rester confidentiel à deux ONG, dans lequel un important opérateur économique local est accusé de collusion avec les [trafiquants](#). Mais le document est publié sur les réseaux sociaux et l'entreprise porte plainte.

Le militant est-il coupable de diffamation ? Le collègue d'Armand Marozafy, Clovis Razafimalala, coordonnateur de Lampogno, organisation de la société civile qui œuvre contre l'exploitation du bois de rose, prend sa défense et demande à la justice de faire la lumière sur cette affaire. « *Il accuse d'être trafiquants de bois de rose des opérateurs touristiques de Maroantsetra qui sont très puissants là-bas et cet article est apparu sur Facebook. Mais à mon avis, ce n'est pas Armand qui a publié cette lettre parce que nous, on a déjà travaillé depuis longtemps sur la lutte contre le bois de rose. On n'a jamais publié quelque chose comme ça parce que nous savons déjà que c'est dangereux* », a déclaré Clovis Razafimalala.

Car en dehors de cette affaire, Clovis Razafimalala dénonce aussi les menaces des trafiquants. Il demande donc aux autorités de mieux protéger les défenseurs de l'environnement. « *Ils viennent chez nous. Ils disent ouvertement, 'ou vous coopérez avec nous, ou on vous met en prison ou on vous élimine'. Jusqu'à maintenant on arrête les personnes qui protègent l'environnement, mais on n'arrête jamais les trafiquants.* »

De leur côté, les autorités promettent la mise en place d'un tribunal spécial contre le trafic des ressources naturelles. Un [projet de loi](#) devrait être déposé à l'Assemblée nationale dans les prochains jours.

[RFI](#)

---

**Partager:**

[Publier un article](#) [Twitter](#) [Facebook 25](#) [Google](#)

[★ J'aime](#)

Soyez le premier à aimer cet article.

### Une réponse à *Bois de rose-les noms des millionnaires*.



**grumier dit :**

23 mars 2015 à 6 h 41 min

bravo pour votre article et votre courage face à ces mafias et leurs complices – soyez prudents et ne baissons pas les bras – nous sommes nombreux à vous soutenir – continuez à donner les noms à ces dirigeants occidentaux qui ferment les yeux – mais qui seront un jour obligés d’agir – la conférence « climat » sera un moment opportun pour poser les bonnes questions sur ces flagrantes inactions !

[Répondre](#)

---

**Mouvement des Citoyens Malagasy de Paris**

*Thème Twenty Ten. Fièrement propulsé par WordPress*